



Automne 2026

Tendances conjoncturelles

Encadré

Révision annuelle des comptes nationaux – croissance du PIB
en 2025 : +1,6 % ; corrigé des événements sportifs : +1,8 %

Thème spécial

Mesures du bien-être : origines, enjeux conceptuels et
méthodologiques, et systèmes d'indicateurs



Impressum

Les « Tendances conjoncturelles » sont publiées quatre fois par an.

ISSN 1661-349X
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Direction de la politique économique
Holzikofenweg 36
3003 Berne

conjoncture@seco.admin.ch

www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles
www.seco.admin.ch/konjunkturtendenzen

Rédaction

Fischer Sarah
Kemeny Felicitas
Goller Daniel
Kyriacou Lucas
Neuwirth Stefan
Schmidt Caroline
Varga Monika
Wegmüller Philipp

Situation de l'économie suisse

Aperçu

Au 2^e trimestre 2026, le PIB corrigé des événements sportifs a progressé de 1,5 %. Ce résultat solide est en phase avec la reprise conjoncturelle, mais il pourrait toutefois donner une image exagérément positive de la tendance conjoncturelle réelle.

→ [Page 1](#)

Produit intérieur brut

Le secteur secondaire a contribué à la croissance à hauteur d'environ 1 point de pourcentage au 2^e trimestre. Ce résultat s'explique principalement par la forte hausse de la valeur ajoutée de l'industrie chimique et pharmaceutique.

→ [Page 2](#)

Marché du travail

Le taux de chômage s'est maintenu à 3,1 % en juillet, tandis que l'emploi a fortement progressé, en particulier dans le secteur tertiaire.

→ [Page 13](#)

Prix

Après avoir atteint 0,6 % en avril, l'inflation est restée stable en mai et a même reculé pour s'établir à un peu moins de 0,4 % en juillet.

→ [Page 14](#)

Prévisions conjoncturelles

Prévisions pour la Suisse

Au 2^e trimestre 2026, le PIB suisse a enregistré une croissance exceptionnellement forte de 1,5 %. En phase avec l'amélioration des indicateurs de confiance, cette croissance a été largement étayée tant sur le plan sectoriel que sur celui de la demande. Néanmoins, cette hausse pourrait traduire de manière exagérée le dynamisme économique sous-jacent : les présentes prévisions tablent donc, pour le second semestre, sur un mouvement inverse à cette forte croissance. Les très bons résultats du premier semestre entraînent néanmoins une nette révision à la hausse des prévisions annuelles : le groupe d'experts table sur une croissance du PIB corrigé des événements sportifs de 1,7 % pour 2026.

→ [Page 16](#)

Risques

Une évolution plus favorable que prévu est envisageable. Toutefois, les perspectives économiques mondiales restent fortement marquées par le risque que représente le conflit au Moyen-Orient.

→ [Page 18](#)

Environnement international et monétaire

Économie mondiale

Au 2^e trimestre 2026, l'économie mondiale, mesurée à l'aune des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, a globalement connu une évolution légèrement plus favorable qu'au trimestre précédent. La croissance s'est notamment accélérée dans la zone euro, principal partenaire commercial de la Suisse. À l'inverse, la croissance du PIB a légèrement ralenti aux États-Unis, en Chine, au Royaume-Uni et au Japon.

→ [Page 20](#)

Cadre monétaire

Le conflit au Proche et Moyen-Orient a entraîné une augmentation des risques d'inflation à l'échelle mondiale. Les banques centrales ont déjà réagi dans une certaine mesure. Les rendements implicites des obligations d'État à dix ans ont continué de progresser à l'échelle internationale au cours des derniers mois, partant d'un niveau déjà élevé. La dépréciation du franc suisse par rapport à l'euro s'est poursuivie tout au long de l'été.

→ [Page 23](#)

Encadré : Révision annuelle des comptes nationaux – croissance du PIB en 2025 : +1,6 % ; corrigé des événements sportifs : +1,8 %

Fin août, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a publié les nouveaux chiffres annuels des comptes nationaux (CN) de la Suisse. Dans l'ensemble, les révisions s'inscrivent dans l'ordre de grandeur historique.

→ [Page 11](#)

Thème spécial : Mesures du bien-être : origines, enjeux conceptuels et méthodologiques, et systèmes d'indicateurs

Mesurer la prospérité pose des défis méthodologiques considérables, notamment en matière de définition, de pondération et de comparabilité des indicateurs dans le temps et selon différentes conditions sociales et économiques.

→ [Page 27](#)

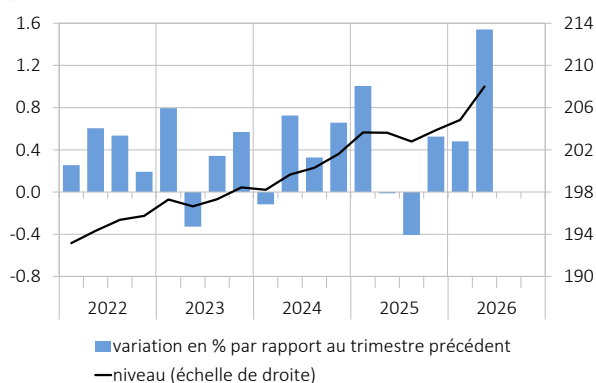
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Au 2^e trimestre 2026, le PIB corrigé des événements sportifs a progressé de 1,5 %, contre 0,5 % au trimestre précédent (graphique 1).^{1,2} Ce résultat solide est en phase avec la reprise conjoncturelle que les indicateurs de confiance courants laissaient entrevoir ces derniers mois. L'ampleur de cette croissance pourrait toutefois donner une image exagérée de la tendance conjoncturelle réelle.

graphique 1 : PIB

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en mia de francs



source : SECO

Près de la moitié de la croissance du PIB repose sur l'industrie chimique et pharmaceutique. Ces dernières années, ce secteur a, en moyenne, progressé nettement plus rapidement que l'économie dans son ensemble. D'un trimestre à l'autre, sa valeur ajoutée présente toutefois d'importantes fluctuations, qui ne sont pas directement liées à la conjoncture. Ainsi, au 2^e trimestre, un vigoureux mouvement de croissance a succédé au recul enregistré au trimestre précédent. Cette évolution s'est traduite par une forte hausse des exportations de pro-

duits chimiques et pharmaceutiques, laquelle s'est poursuivie en juillet. Par ailleurs, les « autres » secteurs de l'industrie manufacturière, c'est-à-dire hors chimie-pharma, ont poursuivi leur évolution positive pour le deuxième trimestre consécutif, bien que de manière inégale selon les branches d'activité. Cette évolution globalement positive correspond à la tendance internationale : une certaine reprise se dessine ainsi également en Allemagne à en juger par les indicateurs liés à l'industrie.

Par ailleurs, la demande intérieure a soutenu la croissance. La consommation privée a renoué avec une croissance modérée malgré la hausse des prix des carburants ; dans l'ensemble, l'inflation s'est ainsi maintenue à des niveaux bas. Parallèlement, les données sur l'emploi indiquent une augmentation des effectifs, en particulier dans le secteur des services, dont la croissance au 2^e trimestre a été largement étayée.

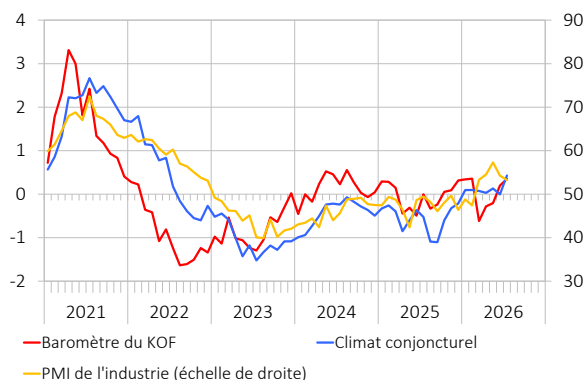
Fin août, les indicateurs conjoncturels se présentent également sous un jour plus favorable qu'il y a quelques mois (graphique 2). Néanmoins, compte tenu de la situation géopolitique internationale, d'importants risques économiques persistent.

¹ Cela confirme l'estimation rapide du 14 août pour le 2^e trimestre. Des informations concernant la révision annuelle 2026 des comptes nationaux trimestriels figurent dans l'encadré « Révision annuelle des comptes nationaux – croissance du PIB en 2025 : +1,6 % ; corrigé des événements sportifs : +1,8 % » publié dans le présent numéro des Tendances conjoncturelles.

² En raison de la Coupe du monde de football et des Jeux olympiques d'hiver de cette année, la croissance est plus marquée dans les données non corrigées des événements sportifs (1,9 %, contre 0,6 %). Ci-après sont décrits les taux de variation par rapport au trimestre précédent des agrégats économiques réels, corrigés des variations saisonnières et calendaires ainsi que, le cas échéant, des événements sportifs. Les effets des événements sportifs concernent : PIB, agrégat sectoriel « arts, spectacles et activités récréatives », exportations et importations de services. Clôture de la rédaction du chapitre « Situation de l'économie suisse » : 28 août 2026.

graphique 2 : Indicateurs conjoncturels

baromètre conjoncturel du KOF et climat conjoncturel : données standardisées, moyenne à long terme = 0 ; PMI : seuil de croissance = 50



sources : KOF, SECO, UBS/Procure

Produit intérieur brut

Production

Au 2^e trimestre 2026, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse, corrigé des événements sportifs, a progressé de 1,5 %, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent (graphique 1 et p. 8; non corrigé des événements sportifs : +1,9 % après 0,6 %). Ce résultat a nettement dépassé ceux des trimestres précédents. La croissance a été portée principalement par le secteur secondaire ; le secteur des services a lui aussi connu une nouvelle expansion.

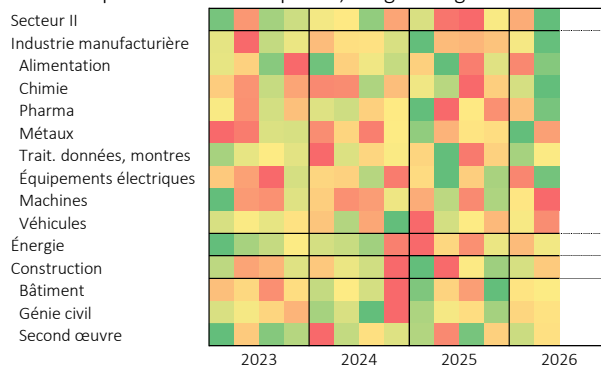
Le secteur secondaire a contribué à la croissance à hauteur d'environ 1 point de pourcentage au 2^e trimestre. Ce résultat s'explique principalement par la forte hausse de la valeur ajoutée de l'**industrie chimique et pharmaceutique** (+10,5 %), alors que celle-ci avait reculé au trimestre précédent (graphique 3). Les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont nettement augmenté au 2^e trimestre, ce qui s'est reflété dans les chiffres d'affaires de l'industrie.

Les **autres secteurs de l'industrie manufacturière** (+0,7 %) ont également connu une hausse de leur valeur ajoutée. L'évolution du chiffre d'affaires est toutefois restée hétérogène d'un secteur à l'autre. La fabrication de produits alimentaires, de produits en bois et en papier ainsi que d'équipements électriques a enregistré une évolution positive. En revanche, les secteurs des métaux,

des machines et des véhicules sont restés en repli. Au total, la valeur ajoutée dans l'**industrie manufacturière** (+4,5 %) a fortement augmenté.

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie

valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positif, rouge = négatif



source : OFS

Au début du 3^e trimestre, les indicateurs usuels pointaient globalement vers une évolution favorable de l'industrie. Les exportations de marchandises ont continué de progresser en juillet.³ Les différentes enquêtes auprès des entreprises offraient également une image majoritairement optimiste en juillet : d'une part, l'indice PMI de l'industrie est resté au-dessus du seuil de croissance de 50 points⁴ ; d'autre part, les entreprises industrielles ont fait part au KOF d'une nette amélioration de la marche des affaires.⁵ On retiendra comme un signal positif que la

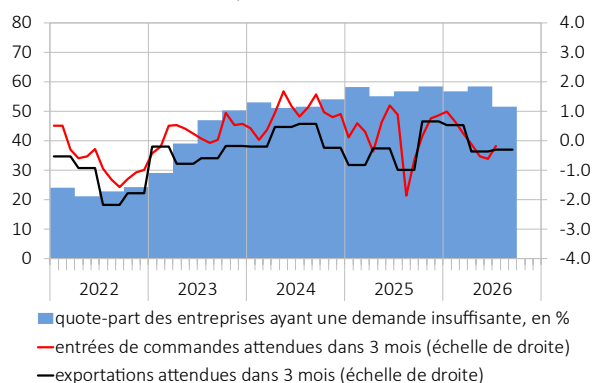
³ <https://www.bazg.admin.ch/fr/newsb/u9Thm3LCuEDIOwnT4isd4>.

⁴ <https://www.procure.ch/magazin/artikel/pmi-schweiz-juli-2026-positives-momentum-setzt-sich-im-juli-fort>.

⁵ <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/medias/communiqués-de-presse/2026/08/enquêtes-conjoncturelles-du-kof-de-juillet-amélioration-générale-de-la-situation-des-affaires.html>.

proportion d'entreprises mettant en cause une demande insuffisante comme facteur limitant la production est tombée à son plus bas niveau depuis deux ans. Les attentes concernant les entrées de commandes et les exportations pour les trois prochains mois restent toutefois prudentes, ce qui pourrait s'expliquer par la persistance d'une situation géopolitique incertaine (graphique 4).

graphique 4 : Indicateurs du développement industriel
valeurs désaisonnalisées, soldes standardisés



source : KOF

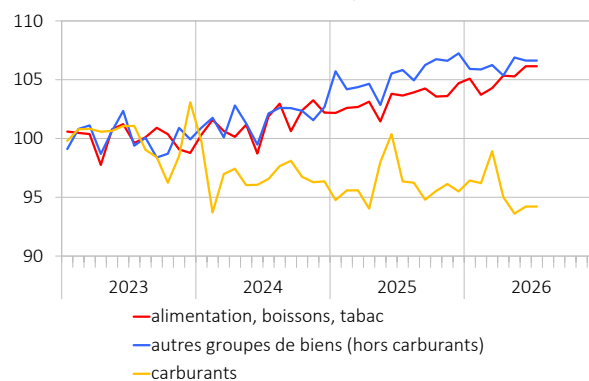
Le **secteur de l'énergie** a lui aussi connu une forte expansion (+9,8 %). Au cours des derniers trimestres, il a été fortement marqué par les interruptions d'exploitation de certaines centrales nucléaires. En particulier, l'arrêt de près de dix mois de la centrale de Gösgen a freiné la production d'énergie nucléaire jusqu'en plein cœur du 1^{er} trimestre, ce qui s'est traduit pour ce dernier par un niveau de production exceptionnellement bas pour la saison. Au 2^e trimestre, malgré plusieurs révisions et d'autres restrictions temporaires, la production d'énergie nucléaire est revenue, dans l'ensemble, dans la fourchette habituelle des dernières années ; après correction des variations saisonnières, cette évolution correspond à une hausse.⁶

Dans le **secteur de la construction**, la valeur ajoutée a également légèrement augmenté (+0,4 %) ; le chiffre d'affaires a progressé dans le bâtiment, tandis qu'il a légèrement reculé dans le génie civil et le second œuvre.

Dans le **secteur des services** également, la croissance s'est poursuivie au 2^e trimestre. Dans l'ensemble, ce secteur a apporté une contribution d'un peu plus d'un demi-point de pourcentage à la croissance, laquelle a été largement étayée. Le **commerce** (+0,8 %) a donné une impulsion positive. Ce secteur a retrouvé son élan après un 1^{er} trimestre morose. Soutenue par une évolution positive du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée dans le **commerce de détail** (+1,2 %) a augmenté, alors qu'elle avait

reculé au 1^{er} trimestre (graphique 5). L'évolution a été portée principalement par les chiffres d'affaires réalisés dans le secteur alimentaire. En revanche, les autres groupes de biens ont connu une évolution modérée et les ventes de carburants ont nettement reculé.

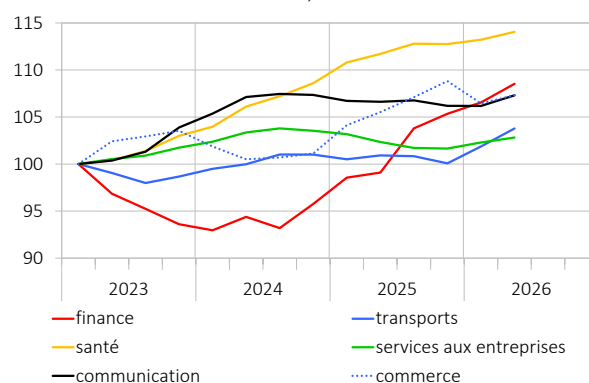
graphique 5 : Chiffres d'affaires du commerce de détail
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne de 2023 = 100



source : OFS

Par ailleurs, la valeur ajoutée a augmenté dans le **secteur des transports** (+1,9 %), en phase avec la croissance du commerce et le renforcement de la production industrielle. Le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration** (+1,4 %) a également vu sa valeur ajoutée progresser. Cette évolution semble avoir été principalement portée par la clientèle indigène : le nombre de ses nuitées a augmenté au 2^e trimestre, tandis que celui de la clientèle étrangère a reculé.

graphique 6 : Valeur ajoutée, secteurs des services
valeurs réelles désaisonnalisées, 1^{er} trimestre 2023 = 100



source : SECO

Les **services financiers** (+1,9 %) ont par ailleurs affiché une croissance supérieure à la moyenne. Les opérations sur le différentiel des taux d'intérêt ainsi que les activités de commission ont contribué à ce résultat. Des impulsions positives sont également venues du **secteur des communications** (+1,1 %) ainsi que de celui de la **santé et**

⁶ V. <https://www.energiesdashboard.admin.ch/strom/kkw-ch>. Fin mars, la centrale nucléaire de Gösgen a redémarré sa production d'électricité après une interruption d'environ dix mois. Au 2^e trimestre, les révisions des centrales de Beznau 1, Leibstadt et Gösgen, ainsi que l'arrêt des deux tranches de Beznau en raison de la canicule à fin juin, ont freiné la production.

de l'**action sociale** (+0,7 %). Enfin, les **services liés aux entreprises** (+0,5 %) ont également enregistré une croissance modérée de leur valeur ajoutée (graphique 6).

Concernant le début du second semestre, les indicateurs de confiance disponibles à ce jour dressent également un bilan globalement positif pour le secteur des services. Le climat des affaires s'est amélioré dans divers secteurs. Parallèlement, l'indice PMI du secteur des services a atteint son plus haut niveau depuis près d'une décennie.

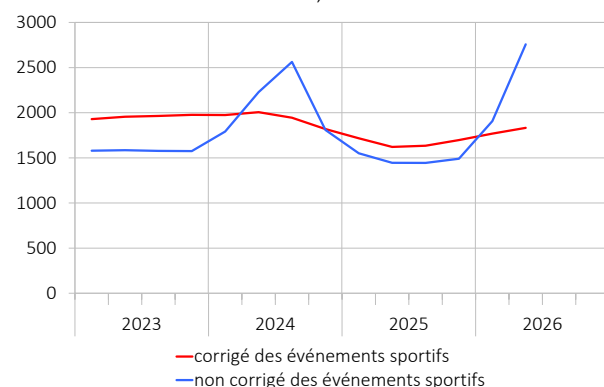
Dès le 2^e trimestre, certains effets liés à la Coupe du monde de football, qui s'est déroulée en juin et juillet au Canada, au Mexique et aux États-Unis, sont apparus dans le PIB suisse (graphique 7).⁷ La valeur ajoutée dans le secteur des **arts, spectacles et activités récréatives** a fortement augmenté au 2^e trimestre (+44,6 %) ; corrigée des événements sportifs, elle a connu une hausse modérée (+3,6 %). En conséquence, le taux de croissance du PIB non corrigé des événements sportifs, à +1,9 %, a été supérieur à celui du PIB corrigé des événements sportifs, qui s'est établi à 1,5 % (graphique 8). Un effet marqué des événements sportifs sur le PIB est également attendu pour le 3^e trimestre. Au 1^{er} trimestre, les Jeux olympiques d'hiver en Italie ont déjà exercé un impact particulièrement remarquable.

Dépenses

Consommation

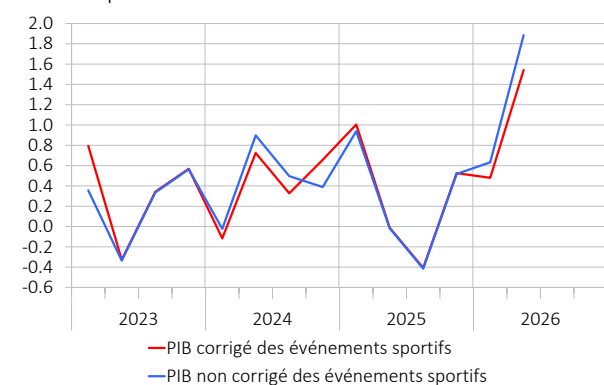
Après un début d'année morose, la **consommation privée** a renoué avec une croissance modérée (0,3 %) au 2^e trimestre (graphique 9 et p. 9 s.).⁸

graphique 7 : Valeur ajoutée, secteur du divertissement
valeurs réelles désaisonnalisées, en mio de francs



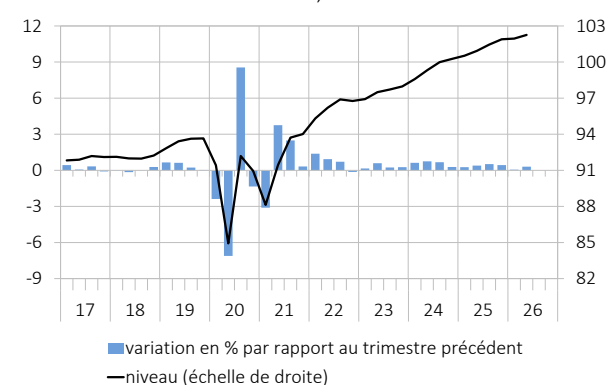
source : SECO

graphique 8 : PIB et grands événements sportifs internationaux
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

graphique 9 : Consommation privée
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

⁷ La valeur ajoutée qui en découle pour les organisations sportives internationales ayant leur siège social en Suisse est comptabilisée dans le PIB suisse. V. <https://dievolkswirtschaft.ch/fr/2023/02/pourquoi-la-coupe-du-monde-au-qatar-augmente-le-pib-de-la-suisse/>.

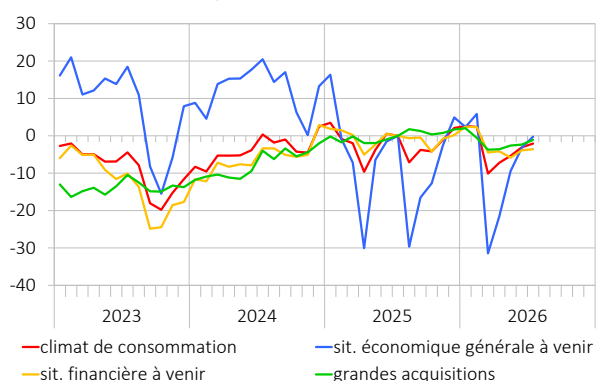
⁸ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

La plupart des segments de consommation ont enregistré une hausse. Les dépenses de consommation ont augmenté dans les grandes catégories « Santé » et « Logement et énergie ». La demande dans le commerce de détail a également augmenté dans l'ensemble, avec des hausses supérieures à la moyenne pour la rubrique « Produits alimentaires et boissons ». Par ailleurs, les dépenses de restauration et des services d'hébergement ont continué de progresser, ce qui s'est traduit par une hausse des nuitées de la clientèle indigène. En revanche, les dépenses de transport ont reculé, ce qui s'explique probablement par la fermeture temporaire de la piste principale de l'EuroAirport de Bâle ainsi que par les répercussions, sur le trafic aérien, du conflit au Proche et au Moyen-Orient.

Ces évolutions se sont accompagnées d'une reprise progressive du climat de consommation au cours des derniers mois. En juillet, l'indice global n'était plus que de 2 points inférieur à celui de l'année précédente, tandis que le sous-indice relatif à la situation économique générale à venir l'a pratiquement retrouvé (graphique 10). L'incertitude générale et la crise iranienne continuent d'être invoquées pour expliquer la retenue des consommateurs ; de plus, les ménages s'attendent à une hausse de l'inflation au cours des douze prochains mois. Dans ce contexte, les évaluations des personnes interrogées quant à l'évolution de leur situation financière et à leur propension à effectuer des dépenses importantes restent moroses ; les deux sous-indices se situent toutefois toujours nettement au-dessus des planchers atteints en 2023 et 2024.

graphique 10 : Climat de consommation

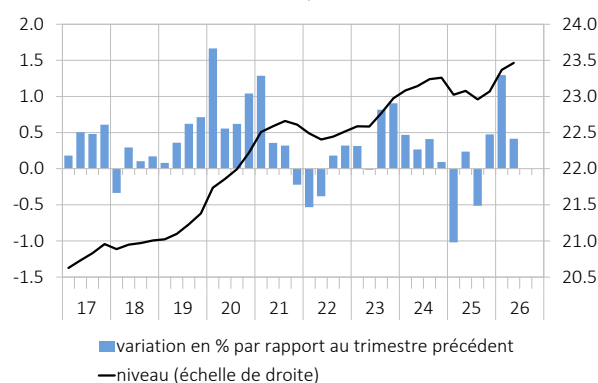
indice et sous-indices, juillet 2025 = 0



source : SECO

graphique 11 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

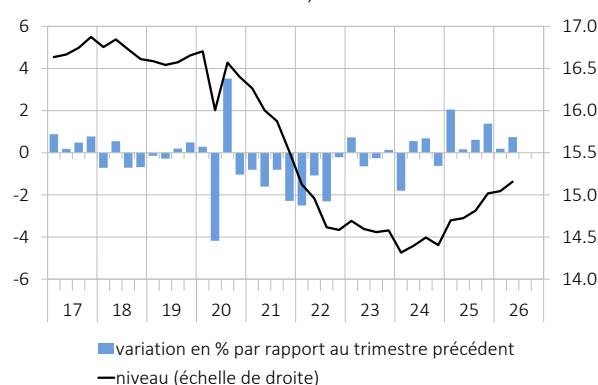
Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont augmenté de 0,4 % au 2^e trimestre, dépassant légèrement la moyenne à long terme (graphique 11). Ce résultat prend en compte, pour le secteur Confédération, les extrapolations les plus récentes concernant le budget de la Confédération 2026.⁹ La croissance nominale des dépenses a été contrebalancée par des hausses de prix, ce qui a freiné la progression en termes réels.

Investissements

Les **investissements dans la construction** ont progressé de 0,7 % (graphique 12). Ce mouvement a été soutenu par les secteurs du bâtiment public et commercial, ainsi que par le génie civil. Dans la construction résidentielle, en revanche, les investissements semblent avoir connu un léger recul après plusieurs trimestres de forte croissance.

graphique 12 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



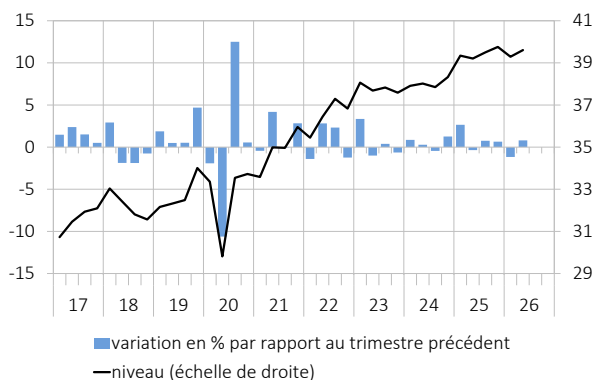
source : SECO

Les **investissements en biens d'équipement** ont augmenté de 0,8 % au 2^e trimestre, après avoir reculé au trimestre précédent (graphique 13). Cette progression a été soutenue en particulier par les rubriques peu sensibles à la conjoncture. Ainsi, les investissements dans les

⁹ <https://www.efd.admin.ch/fr/newsb/3Ab4JynimECsw5rGOkNMH>.

avons¹⁰ ainsi que dans la recherche et le développement ont augmenté. Les investissements dans l'informatique ont également apporté une légère impulsion positive. En revanche, ce sont surtout les investissements dans les services informatiques, les machines et les automobiles qui ont reculé.

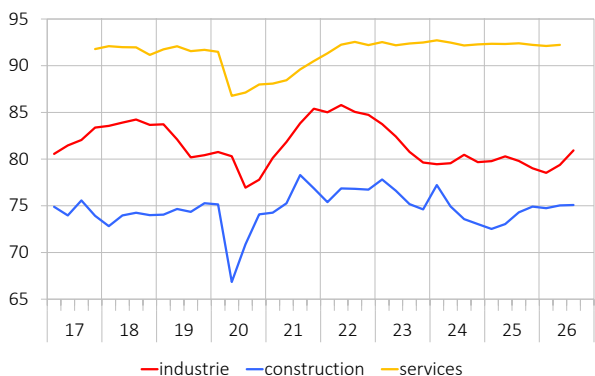
graphique 13 : Investissements en biens d'équipement
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

Le climat d'investissement s'est éclairci. Ainsi, le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie a récemment recommencé à augmenter (graphique 14), tandis que la proportion d'entreprises qui font état d'une demande insuffisante y a diminué (graphique 4). Dans le secteur des services, en revanche, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à signaler une demande insuffisante, bien que le taux d'utilisation des capacités se maintienne à son niveau habituel.

graphique 14 : Utilisation des capacités de production
valeurs désaisonnalisées, en %



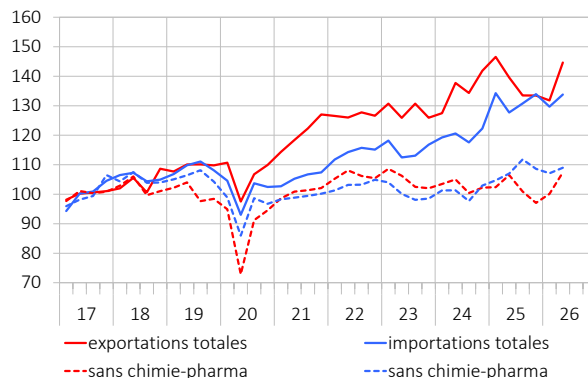
source : KOF

Commerce extérieur

Le commerce extérieur, corrigé des événements sportifs, a apporté une contribution très positive à la croissance au 2^e trimestre 2026. Le commerce de marchandises, tout comme celui des services, y ont particulièrement contribué (v. aussi p. 9 s.).

Les **exportations de marchandises**¹¹ ont enregistré une hausse particulièrement forte de 9,7 % au 2^e trimestre 2026 (graphique 15). La rubrique des produits pharmaceutiques a fourni la contribution positive de loin la plus importante. Les autres rubriques ont également connu une évolution majoritairement positive, ce qui concorde avec l'évolution favorable de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière.

graphique 15 : Commerce extérieur de marchandises
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100



source : SECO

Les exportations de marchandises ont ainsi atteint, en comparaison historique, leur deuxième plus haut niveau après celui du 1^{er} trimestre 2025. L'évolution observée à l'époque aurait été marquée par des effets d'anticipation liés à la politique douanière américaine, notamment dans l'industrie chimique et pharmaceutique. La récente hausse a elle aussi été largement portée par ce secteur qui, en raison de sa forte volatilité, peut grandement contribuer aux fluctuations des exportations de marchandises. Une partie de la croissance exceptionnellement forte enregistrée au 2^e trimestre pourrait donc correspondre à une correction par rapport à l'évolution plus faible des trimestres précédents. En outre, il n'est pas exclu que les anticipations d'ajustements des droits de

¹⁰ V. p. ex. <https://newsroom.flyedelweiss.com/fr-ch/edelweiss-baptise-son-premier-airbus-a320neo-du-nom-hoch-ybrig/> ainsi que <https://www.aerotelegraph.com/ticker/hb-jdl-swiss-flottet-weiteren-airbus-a320-neo-ein/6k0hn3k>.

¹¹ Afin de faciliter l'interprétation conjoncturelle, les exportations et importations de marchandises commentées excluent les objets de valeur et le commerce de transit. En raison de différences de définition et de déflation, ces données diffèrent de celles de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières. Avec la révision de référence 2025 des comptes nationaux, le commerce extérieur de marchandises a été converti à la nomenclature CPA, v. <https://www.bazg.admin.ch/fr/statistique-du-commerce-exterieur-suisse-metadonnees-marchandises>. Les rubriques du commerce de marchandises définies sur la base de la CPA incluent à diverses reprises les objets de valeur.

douane américains à l'importation en juillet aient contribué à une volatilité accrue du commerce extérieur.^{12, 13}

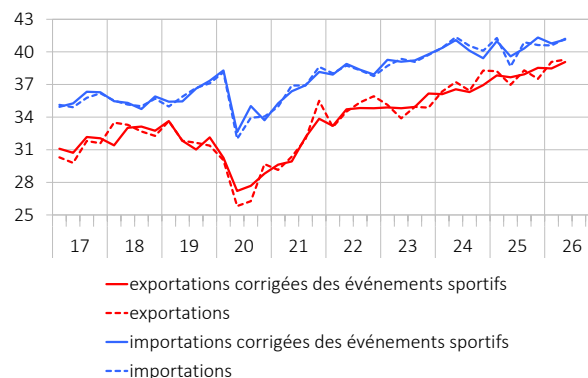
Les exportations de marchandises, hors produits chimiques et pharmaceutiques, ont également enregistré une forte hausse au 2^e trimestre. Cette progression s'explique notamment par une augmentation des exportations vers la zone euro (graphique 15), soutenue par une évolution favorable des exportations de machines et de montres.

Les **importations de marchandises** ont également augmenté au 2^e trimestre (+3,2 %, graphique 15). La contribution la plus importante est venue des produits chimiques et pharmaceutiques, qui ont enregistré un léger mouvement de rattrapage par rapport à la faiblesse du trimestre précédent. Les autres rubriques ont fourni une impulsion globalement positive, notamment grâce à la hausse des importations dans les rubriques Électronique et Véhicules.

Les **exportations de services** ont progressé de 1,6 % au 2^e trimestre 2026, poursuivant ainsi leur croissance modérée de ces dernières années (graphique 16). Cette évolution a été soutenue par la rubrique volatile des exportations de licences et de brevets. Par ailleurs, de nombreuses autres rubriques ont apporté une contribution légèrement positive. En revanche, les exportations touristiques ainsi que celles des services de transport ont affiché une légère baisse. Ce repli est lié à la crise iranienne et aux répercussions qui en découlent sur le trafic touristique en provenance d'Asie. Ainsi, au 2^e trimestre, le nombre de nuitées enregistrées par la clientèle chinoise était inférieur de 9 % à celui du même trimestre de l'année précédente, tandis que celui de la clientèle indienne accusait un recul marqué de 29 %.

graphique 16 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en mia de francs



source : SECO

Les **importations de services** ont poursuivi leur évolution irrégulière, augmentant de 0,9 % au 2^e trimestre 2026 (graphique 16). Cette progression a été principalement tirée par la rubrique volatile des importations de licences et de brevets. Les importations des autres services aux entreprises ont également affiché une tendance positive. En revanche, les services de transport ont enregistré un net repli.

¹² Pour la Suisse et d'autres régions, notamment l'UE, un droit de douane de 15 % sur certains produits pharmaceutiques est applicable depuis le 31 juillet 2026, respectivement à partir du 29 septembre 2026. Certaines exceptions s'appliquent à des produits et à des entreprises spécifiques, notamment aux produits couverts par des accords propres à l'entreprise conclus avec Novartis Pharmaceuticals Corporation et Genentech Inc. (Filiale de Roche Holding AG): <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2026/04/adjusting-imports-of-pharmaceuticals-and-pharmaceutical-ingredients-into-the-united-states/>.

¹³ Sur la base de l'enquête menée au titre de la section 301 de l'US Trade Act de 1974 concernant le commerce des biens issus du travail forcé, les États-Unis ont introduit, le 24 juillet 2026, des mesures sous la forme de nouveaux droits de douane additionnels. Les importations suisses vers les États-Unis sont frappées par des droits de douane additionnels d'un taux variable pouvant atteindre 12,5 %, mais les droits en vigueur applicables au titre de la nation la plus favorisée (droits NPF) sont pris en considération. Les droits de douane additionnels sectoriels continuent de s'appliquer. Depuis le 31 juillet 2026, les États-Unis prélèvent également des droits de douane additionnels sur les produits pharmaceutiques en vertu de la section 232. Ceux-ci ne sont pas cumulés avec les nouveaux droits de douane additionnels imposés sur la base de la section 301 : <https://www.seco.admin.ch/fr/relations-commerciales-usa-ch>.

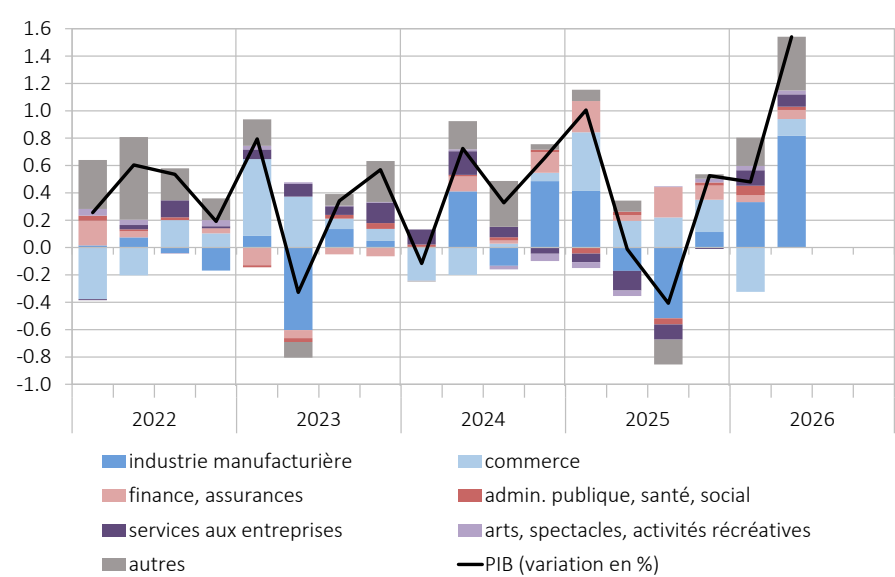
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	25:3	25:4	26:1	26:2
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-0.4	0.5	0.5	1.5
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-0.4	0.5	0.6	1.9
Industrie manufacturière	-2.7	0.6	1.8	4.5
Construction	0.0	1.3	1.0	0.4
Commerce	1.5	1.6	-2.2	0.8
Hébergement, restauration	0.8	2.0	0.4	1.4
Finance, assurances	2.5	1.2	0.6	0.8
Services aux entreprises	-0.6	-0.1	0.6	0.5
Administration publique	-0.7	0.4	1.1	0.4
Santé, social	1.0	0.0	0.4	0.7
Arts, spectacles, activités récréatives*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	0.8	3.8	4.3	3.6
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	0.0	3.2	28.0	44.6
Autres	-1.5	-0.4	0.7	1.5

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, agrégat sectoriel « Arts, spectacles, activités récréatives ».

source : SECO

graphique 17 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB
valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs,
variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce ; réparation d'automobiles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administrations publiques** : Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine et activités sociales, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles et activités récréatives** : Noga 90 à 93 ; **Autres** : Agriculture, sylviculture et pêche, Noga 01 à 03 ; Industries extractives, Noga 05 à 09 ; Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution, Noga 35 à 39 ; Transports et entreposage, Noga 49 à 53 ; Information et communication, Noga 58 à 63 ; Enseignement, Noga 85 ; Autres activités de services, Noga 94 à 96 ; Activités des ménages en tant qu'employeurs et pour usage final propre, Noga 97 à 98 ; Impôts et subventions sur les produits.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	25:3	25:4	26:1	26:2
Produit intérieur brut*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	-0.4	0.5	0.5	1.5
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	-0.4	0.5	0.6	1.9
Consommation privée	0.5	0.4	0.1	0.3
Consommation des administrations publiques	-0.5	0.5	1.3	0.4
Investissements en biens d'équipement	0.8	0.7	-1.2	0.8
Investissements dans la construction	0.6	1.4	0.2	0.7
Exportations de biens sans objets de valeur	0.7	0.6	1.8	5.5
ainsi que sans commerce de transit	-4.3	0.0	-1.2	9.7
Exportations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	0.7	1.5	-0.1	1.6
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	3.6	-2.0	4.2	0.5
Importations de biens sans objets de valeur	2.4	2.4	-3.2	3.2
Importations de services*				
<i>valeurs corrigées des événements sportifs</i>	1.9	2.5	-1.3	0.9
<i>valeurs non corrigées des événements sportifs</i>	5.8	-0.6	-0.1	1.5

* Concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations et importations de services.

source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

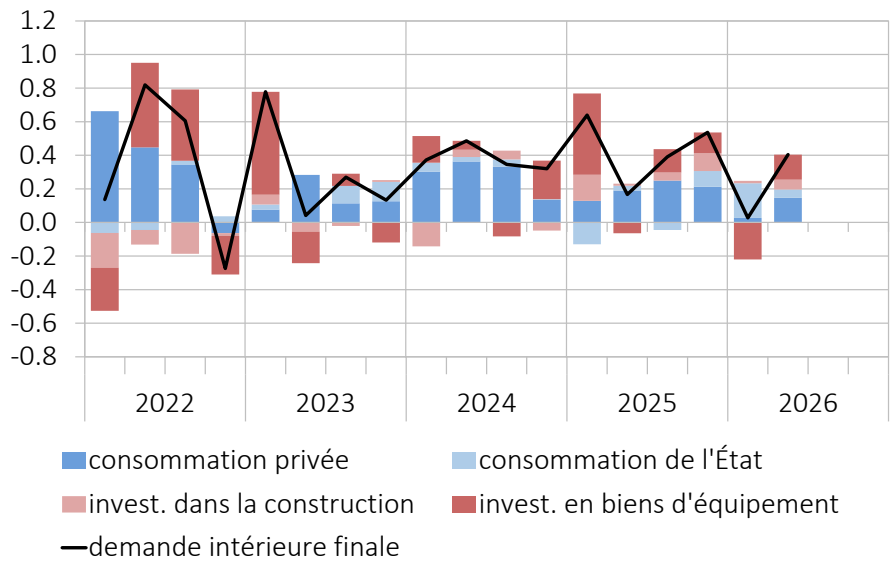
valeurs réelles désaisonnalisées et (le cas échéant) corrigées des événements sportifs, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2025:3	2025:4	2026:1	2026:2
Demande intérieure finale	0.4	0.5	0.0	0.4
Variation des stocks y compris erreur statistique*	-0.2	0.7	-1.3	-0.3
Balance commerciale sans objets de valeur*	-0.6	-0.6	1.8	1.4

* Concernées par les effets des événements sportifs : variation des stocks y compris erreur statistique et balance commerciale sans objets de valeur

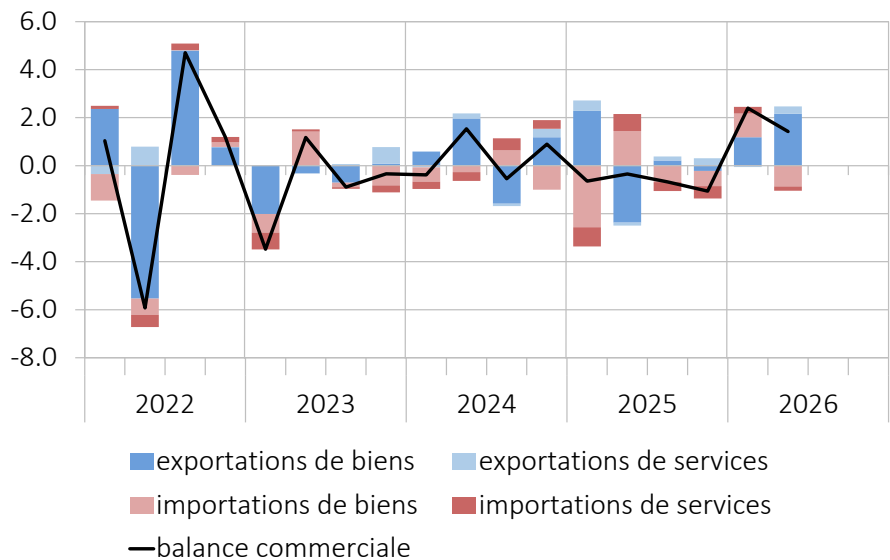
source : SECO

graphique 18 : Composantes de la demande intérieure finale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 19 : Composantes de la balance commerciale
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



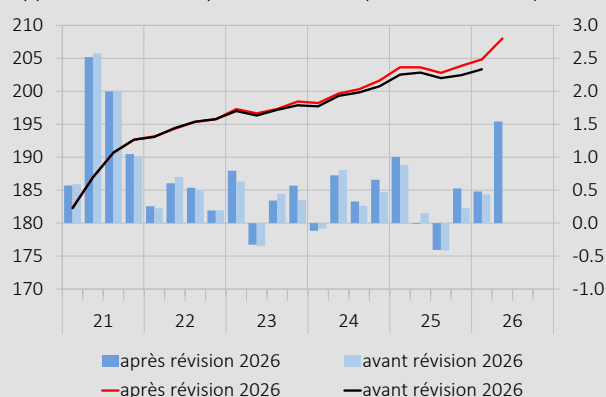
source : SECO

Encadré : Révision annuelle des comptes nationaux – croissance du PIB en 2025 : +1,6 % ; corrigé des événements sportifs : +1,8 %

Fin août, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a publié les nouveaux chiffres annuels des comptes nationaux (CN) de la Suisse.¹⁴ Ces données révèlent que la croissance du PIB réel, non corrigé des effets des événements sportifs, s'est élevée à 1,6 % en 2025, contre 1,4 % lors du calcul précédent du SECO. Une révision à la hausse a également été effectuée pour les années 2023 (de 0,8 % à 1,0 %) et 2024 (de 1,4 % à 1,5 %). Les chiffres corrigés des variations saisonnières, calendaires et des événements sportifs ont donné lieu à des révisions similaires (2023 : 1,4 % au lieu de 1,2 % ; 2024 : 1,3 % au lieu de 1,2 % ; 2025 : 1,8 % au lieu de 1,5 %).¹⁵ Dans l'ensemble, ces révisions s'inscrivent dans les marges d'évolution habituelles.¹⁶

graphique 20 : Révision annuelle du produit intérieur brut

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, niveau en mia de francs ; histogramme : variation par rapport au trimestre précédent en % (échelle de droite)



source : SECO

L'intégration des données annuelles actualisées s'accompagne de la révision des données trimestrielles des comptes nationaux. Au 1^{er} trimestre 2026, l'effet cumulé de l'ensemble des révisions effectuées sur les trois dernières années est devenu visible : le PIB réel révisé, désaisonnalisé et corrigé des événements sportifs, dépassait d'environ 0,7 % l'estimation initiale (graphique 20).

Le taux de croissance du 1^{er} trimestre n'a été que légèrement révisé, passant de 0,4 % à 0,5 %. L'évolution en 2025 se trouve elle aussi largement validée : une forte progression de 1,0 % au 1^{er} trimestre a été suivie d'une stagnation

au 2^e trimestre puis d'un recul au 3^e trimestre, avant que le PIB ne renoue avec la croissance au 4^e trimestre. Dans l'ensemble, l'économie suisse a donc connu un développement un peu plus dynamique que ne l'indiquaient les chiffres précédents, mais les données trimestrielles et l'évaluation du dynamisme conjoncturel pour la période la plus récente se confirment largement.

Du côté de la **production**, les modèles de révision varient au cours des trois années considérées (graphique 21). Cette évolution s'explique par l'intégration de nouvelles informations issues des statistiques de base, telles que celles relatives à la valeur ajoutée. Par ailleurs, certaines séries d'indicateurs importantes pour la trimestrialisation – telles que les statistiques de l'emploi et la balance courante – ont été révisées. En 2023, la révision à la hausse de la croissance du PIB était principalement imputable au secteur des services, tandis que la valeur ajoutée de l'industrie a globalement été révisée à la baisse. Pour 2024 et 2025, la situation apparaît inversée : chaque année, le secteur industriel a contribué à hauteur d'environ 0,4 point de pourcentage à la révision à la hausse de la croissance du PIB, tandis que le secteur des services a fait l'objet d'une révision à la baisse. Malgré cela, le secteur des services est resté le principal moteur de la croissance en 2025 également. Parallèlement, les données actualisées montrent que l'industrie, notamment chimique et pharmaceutique, a connu en 2025 une évolution plus favorable que ne l'indiquaient les calculs précédents.

Du côté des **dépenses**, ce sont surtout les investissements qui ont été révisés à la hausse pour 2025. Selon les nouvelles données, les investissements dans la construction ont progressé de 2,9 %, alors qu'un recul de 0,3 % avait initialement été estimé. La croissance des investissements en biens d'équipement a, quant à elle, été révisée de -0,8 % à +3,7 %. Cette dernière révision est imputable à divers secteurs volatils, parmi lesquels les investissements dans les machines, les biens électroniques et les services informatiques. De plus, les révisions effectuées dans les statistiques de base, notamment celles relatives à l'emploi, se reflètent dans les données trimestrielles. Par ailleurs, la consommation privée affiche une légère révision à la hausse, passant de 1,5 % à 1,7 %, notamment en raison

¹⁴ En Suisse, deux institutions sont chargées du calcul des CN : l'OFS établit les chiffres annuels et le SECO les chiffres trimestriels. En août, l'OFS a publié ses premiers résultats annuels pour 2025 et a révisé ceux de 2023 et 2024. Le SECO a intégré ces valeurs annuelles dans ses comptes trimestriels, tout en vérifiant la trimestrialisation et la désaisonnalisation de chaque série temporelle. Des ajustements ont été effectués lorsque cela s'est avéré nécessaire. Informations complémentaires sur les révisions des chiffres annuels de l'OFS : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr.gnpdetail.2026-0179.html>.

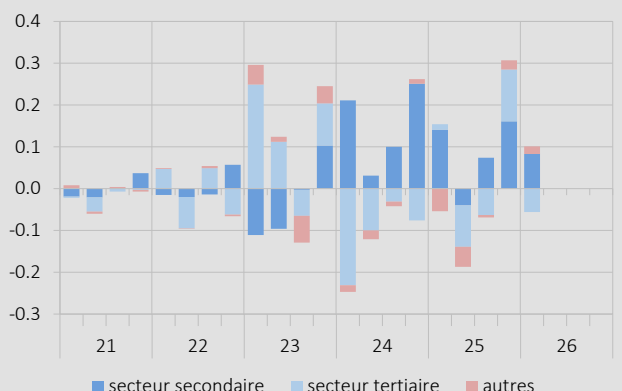
¹⁵ Cela reflète l'intégration de nouvelles données relatives aux organisations sportives internationales.

¹⁶ La révision absolue moyenne (MAR), c'est-à-dire la moyenne des variations absolues de la croissance du PIB réel, non corrigé des événements sportifs, sert de référence. Dans les séries temporelles historiques disponibles, elle s'élevait à 0,25 point de pourcentage pour la valeur de l'année précédente (T-1) (2000–2024), à 0,23 point de pourcentage pour T-2 (2000–2023) et à 0,15 point de pourcentage pour T-3 (2000–2022). Les révisions absolues actuelles se sont élevées respectivement à 0,21, 0,12 et 0,17 point de pourcentage.

d'un chiffre plus élevé pour les dépenses de santé. La consommation de l'État a, en revanche, fait l'objet d'une révision à la baisse (de +0,4 % à -0,6 %), les nouvelles données relatives aux cantons et aux communes ayant joué un rôle déterminant à cet égard.¹⁷ Pour 2023 et 2024, les révisions de la demande intérieure finale ont, quant à elles, été moins marquées (graphique 22).

graphique 21 : Révisions relatives à la production

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, contributions des secteurs aux révisions de la croissance du PIB, en points de pourcentage



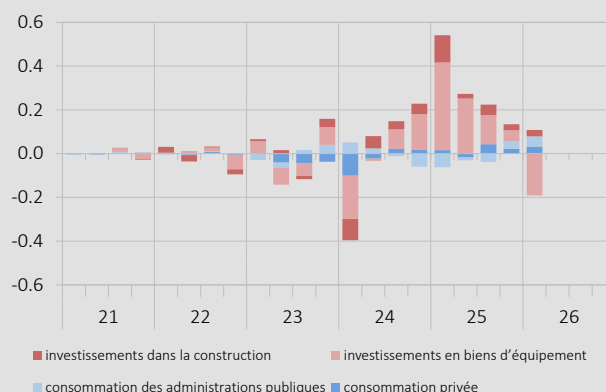
source : SECO

La **contribution du commerce extérieur** a été révisée à la hausse pour 2023 et 2024, mais à la baisse pour 2025 (graphique 23). En 2025, les exportations de services, en particulier, ont évolué plus favorablement que prévu initialement. La révision apportée aux autres exportations et importations a toutefois contrebalancé cet effet. La révision à la hausse de la croissance du PIB en 2025 reflète donc principalement le dynamisme de la demande intérieure finale, tandis que la contribution du commerce extérieur à la croissance s'avère plus faible que ce que laissaient apparaître les chiffres initiaux.

Le **déflateur du PIB** a lui aussi été révisé à la hausse. Pour 2023, le taux s'élève désormais à 1,1 % (contre 0,9 % auparavant), pour 2024 à 1,3 % (contre 1,0 %) et pour 2025 à 0,8 % (contre 0,2 %). Côté production, la révision à la hausse des chiffres de 2023 et 2024 est principalement imputable au secteur du commerce. En 2025, les assurances, l'industrie et la construction ont également contribué à cette révision. En conséquence, la révision de la croissance nominale du PIB s'est avérée plus forte que celle de la croissance réelle.

graphique 22 : Révisions relatives à la demande intérieure finale

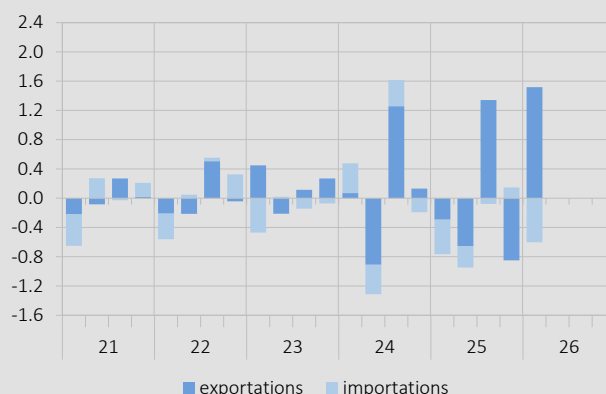
valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, contributions des rubriques aux révisions de la croissance du PIB, en points de pourcentage



source : SECO

graphique 23 : Révisions relatives au commerce extérieur

valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des événements sportifs, contributions des rubriques aux révisions de la croissance du PIB, en points de pourcentage



source : SECO

Rédaction : Felicitas Kemeny et Philipp Wegmüller

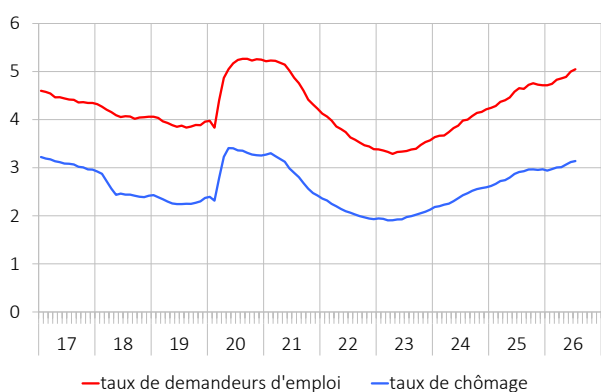
¹⁷ V. les données les plus récentes de l'Administration fédérale des finances : <https://www.efv.admin.ch/fr/donnees-statistique-financiere>.

Marché du travail

En juillet 2026, le nombre désaisonnalisé de chômeurs a connu une légère hausse de quelque 1 000 personnes par rapport à juin, pour s'établir à environ 148 000. Le **taux de chômage** s'élevait à 3,1 %, soit 0,3 point de pourcentage au-dessus du niveau conjoncturellement neutre (graphique 24). Le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi¹⁸ a lui aussi augmenté en juillet 2026, passant à environ 238 000, ce qui correspond à une hausse de 2 300 par rapport au mois précédent. Le taux de demandeurs d'emploi s'est maintenu à 5,0 % par rapport au mois précédent. Dans l'ensemble, la lente augmentation du nombre de chômeurs et de demandeurs d'emploi constatée depuis le début de l'année s'est donc poursuivie.

graphique 24 : Taux de chômage et demandeurs d'emploi

valeurs désaisonnalisées, taux en % de la population active



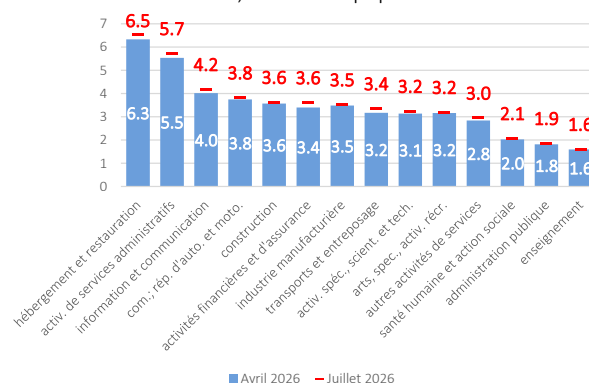
source : SECO

Ces derniers mois, le chômage a légèrement augmenté dans la plupart des secteurs et des groupes de population (graphique 25). Au cours des trois derniers mois, la hausse la plus forte (+0,2 point de pourcentage) a été observée dans la branche de l'information et de la communication, dans l'hôtellerie et la restauration, les activités de service administratif et de soutien, les activités financières et d'assurance, les transports et l'entrepôt ainsi que les autres activités de services.

Le nombre de préinscriptions à l'**indemnité pour réduction de l'horaire de travail** (IRHT) a diminué d'environ 5 300 en juillet par rapport à juin, pour s'établir à 22 150 employés. Cela confirme le recul constant observé depuis

le début de l'année et laisse entrevoir une certaine détente. Au 1^{er} trimestre 2026, des IRHT ont été décomptées pour environ 15 000 employés en moyenne, dont 77 % étaient occupés dans l'industrie horlogère et celle des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM). L'expérience ayant montré que les IRHT ne sont effectivement décomptées par la suite que pour environ 50 % des employés préinscrits, on estime à environ 11 000 le nombre d'employés pour lesquels des IRHT auraient encore été demandées en juillet.

graphique 25 : Taux de chômage, diverses branches
valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

Parallèlement aux chiffres de l'emploi du 2^e trimestre 2026, l'OFS a également publié des données révisées pour les trimestres précédents.¹⁹ L'évolution de l'emploi en 2024 et 2025 a été révisée à la hausse. Ainsi, l'emploi en équivalents plein temps a progressé de 1,8 % en 2024 (au lieu de 1,3 % selon les estimations initiales) et de 1,1 % en 2025 (au lieu de 0,2 %). Selon les nouveaux chiffres, l'économie suisse a connu une nouvelle accélération de la croissance de l'emploi à partir du 4^e trimestre 2025, après un ralentissement temporaire (graphique 26). Après avoir augmenté de 0,4 % (valeurs désaisonnalisées) au 1^{er} trimestre 2026, l'**emploi** en équivalents plein temps a de nouveau progressé un peu plus fortement au 2^e trimestre 2026, affichant une hausse de 0,7 %.²⁰

La reprise de la croissance de l'emploi au 2^e trimestre 2026 est principalement imputable au secteur tertiaire,

¹⁸ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non-chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison p. ex. d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

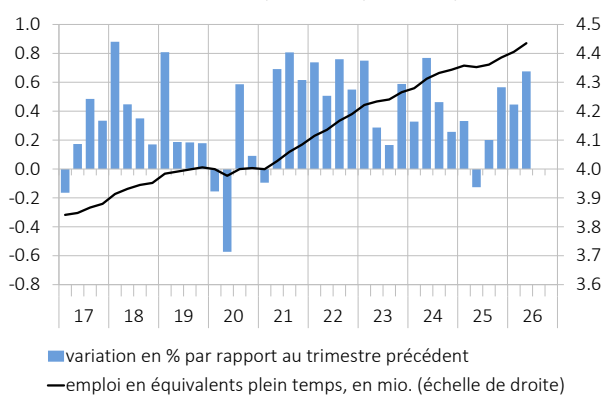
¹⁹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr.assetdetail.36683719.html>.

²⁰ Cette évolution plus positive ne se reflète pas dans les chiffres de l'emploi tels qu'ils ressortent de la statistique de la population en emploi (SPEE). Selon la SPEE, l'emploi en équivalents plein temps a progressé de 0,5 % en 2024 et de 0,3 % en 2025. À l'instar de la STATEM, la SPEE laisse entrevoir une accélération de la croissance au cours des deux premiers trimestres 2026, bien qu'à un niveau plus faible.

qui a progressé de 0,8 %. Dans le secteur secondaire, l'emploi a également progressé, mais dans une moindre mesure, à savoir de 0,4 % (graphique 27), une hausse portée par l'industrie manufacturière. La croissance dans le secteur des services a été largement étayée, mais elle a été plus marquée dans l'hôtellerie et la restauration, les transports et l'entreposage, la santé et l'action sociale, ainsi que dans le commerce de détail. Une baisse a en revanche été enregistrée dans le secteur de l'information et des télécommunications.

graphique 26 : Emploi

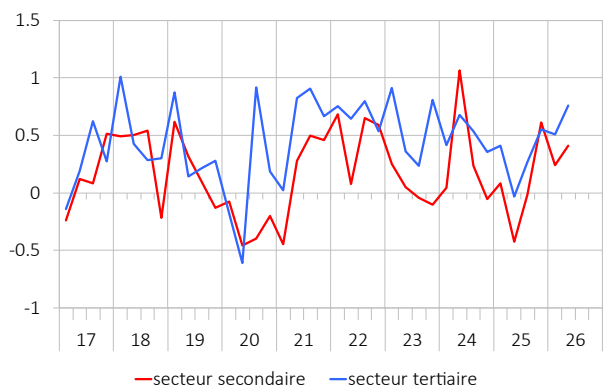
valeurs désaisonnalisées, équivalents plein temps en moi



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

graphique 27 : Emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire

valeurs désaisonnalisées, en équivalents plein temps, variation en % par rapport au trimestre précédent

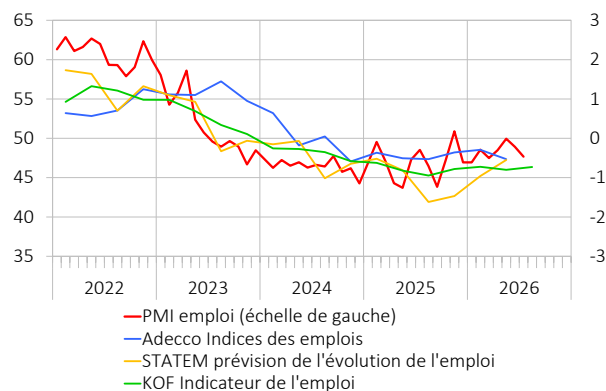


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les principaux indicateurs avancés de l'emploi ont évolué latéralement ces derniers temps (graphique 28). Le sous-indice PMI de l'emploi dans l'industrie s'est replié à 47,7 points en juillet par rapport au trimestre précédent et est ainsi resté inférieur au seuil d'expansion. Au 2^e trimestre 2026, les prévisions d'évolution de l'emploi de la Statem ont légèrement progressé pour la deuxième fois consécutive, après avoir atteint un plancher provisoire au 4^e trimestre 2025. L'indice Adecco du marché de l'emploi a légèrement reculé, tandis que les perspectives d'emploi du KOF sont restées pratiquement inchangées. La situation sur le marché du travail reste donc mitigée, sans que les indicateurs avancés ne laissent entrevoir une amélioration ou une détérioration rapide.

graphique 28 : Perspectives d'emploi

PMI : désaisonnalisé, seuil de croissance = 50 ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées



sources : UBS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Prix

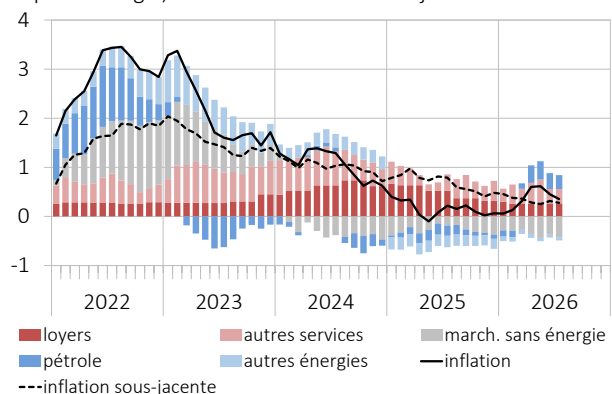
Après avoir atteint 0,6 % en avril, l'inflation est restée stable en mai et a même reculé pour s'établir à un peu moins de 0,4 % en juillet (graphique 29). L'inflation sous-jacente – qui exclut les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants – est restée stable à 0,3 % jusqu'en juillet.

La contribution des autres services (hors loyers) à l'inflation a particulièrement diminué entre avril et juillet, notamment dans les domaines des « voyages à forfait » et des « services de santé ». En outre, la baisse des prix dans la catégorie des « produits pétroliers » a également contribué au recul de l'inflation. Ainsi, le prix du pétrole brut (Brent) a sensiblement diminué après la déclaration d'intention entre les États-Unis et l'Iran en juin.

Dans l'ensemble, cependant, les prix des produits pétroliers demeurent élevés. Cette situation s'explique également par la réduction des capacités de raffinage à l'échelle mondiale, qui limite la disponibilité des produits pétroliers raffinés. De plus, les faibles niveaux d'eau du Rhin augmentent les coûts de transport des produits pétroliers vers la Suisse. Selon l'évaluation du TCS, l'impact s'élevait à la mi-juillet à environ 8,5 centimes par litre d'essence.²¹ En août, la situation s'est accentuée en raison de la sécheresse persistante. Selon les relevés du TCS, le prix d'un litre d'essence sans plomb 95 a même dépassé temporairement les 2 francs pour la première fois depuis septembre 2022.²² Bien que la situation se soit quelque peu détendue à la fin du mois d'août, la contribution des carburants à l'inflation devrait néanmoins être plus importante en août qu'au cours des deux mois précédents.

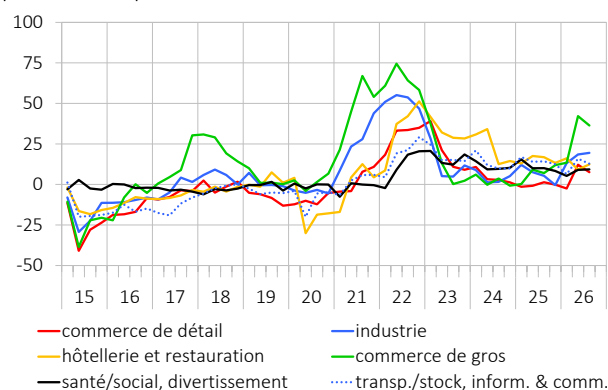
graphique 29 : Contributions à l'inflation

variation par rapport au mois de l'année précédente, en points de pourcentage ; inflation et inflation sous-jacente en %



graphique 30 : Prix de vente attendus par secteur

soldes, corrigés des variations saisonnières, évolution attendue pour les trois prochains mois



Mais les prix pourraient également tendre à augmenter dans d'autres secteurs. Ainsi, les enquêtes menées dans le commerce de gros, l'industrie et le commerce de détail indiquent, en juillet également, des hausses de prix plus marquées qu'au cours des deux dernières années (graphique 30). Dans l'hôtellerie et la restauration, les anticipations de prix ont certes continué de reculer dans l'ensemble, mais les entreprises restent, là aussi, toujours plus nombreuses à s'attendre à une hausse qu'à une baisse des prix de vente.

Dans l'ensemble, l'inflation en Suisse reste toutefois à des niveaux bas. Malgré les risques liés à la situation au Moyen-Orient, il ne faut pas s'attendre pour l'instant à ce qu'elle remonte à des niveaux aussi élevés que ceux observés durant la période 2022-2023.

²¹ <https://www.tcs.ch/fr/le-tcs/presse/communiqués-de-presse-2026/plusieurs-facteurs-maintiennent-les-prix-des-carburants-a-un-niveau-eleve.php>.

²² <https://www.tcs.ch/fr/camping-voyages/informations-touristiques/bon-a-savoir/peages-frais/prix-essence-suisse.php>.

Prévisions conjoncturelles

Prévisions pour la Suisse

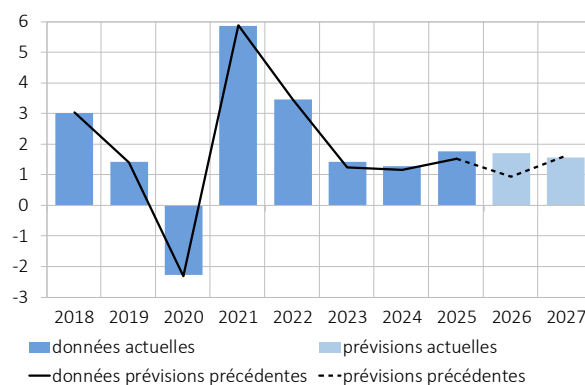
Au 2^e trimestre 2026, le PIB suisse a enregistré une croissance exceptionnellement forte de 1,5 %. En phase avec l'amélioration des indicateurs de confiance, cette croissance a été largement étayée tant sur le plan sectoriel que sur celui de la demande. Néanmoins, cette hausse traduit sans doute de manière exagérée le dynamisme économique sous-jacent : près de la moitié de ce résultat est imputable à la valeur ajoutée très volatile de l'industrie chimique et pharmaceutique, laquelle s'est accompagnée d'une forte hausse des exportations. Pour le second semestre, la présente prévision table par conséquent sur un mouvement inverse à cette forte croissance. Le récent fléchissement de l'indice de l'activité économique hebdomadaire laissait d'ailleurs présager une telle correction.²³ Les très bons résultats du premier semestre entraînent néanmoins une nette révision à la hausse des prévisions annuelles : le groupe d'experts table désormais, pour 2026, sur une croissance du PIB corrigé des événements sportifs de 1,7 % (prévision de juin : 0,9 % ; graphique 31, tableau 4).

La tendance conjoncturelle reste fondamentalement favorable. En juillet, les chiffres d'affaires du commerce de détail ont de nouveau légèrement progressé, et les nuitées hôtelières ont également affiché une évolution positive par rapport au mois précédent.²⁴ Cette situation laisse entrevoir certaines impulsions du côté de la consommation. Parallèlement, les exportations ont nettement augmenté.²⁵ De même, les indicateurs conjoncturels basés sur des enquêtes envoient des signaux positifs. Les indices PMI pour l'industrie et le secteur des services se situent nettement au-dessus du seuil de croissance de 50 points, tout comme le PMI des PME industrielles.²⁶ La situation des affaires et les prévisions d'activité des entreprises suisses ont témoigné d'une nouvelle amélioration en août.²⁷ Dans l'ensemble, le climat conjoncturel

suisse a atteint ce mois-là son plus haut niveau depuis l'été 2022.²⁸

graphique 31 : Prévision du PIB corrigé des événements sportifs

valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



sources : SECO, groupe d'experts

À l'échelle internationale également, les indicateurs de confiance se sont globalement améliorés. L'économie mondiale s'est révélée, ces derniers temps, plus robuste qu'attendu. Pour l'Allemagne et la zone euro, le groupe d'experts table sur un rythme de croissance légèrement plus soutenu que prévu initialement (tableau 5). Concernant les États-Unis, il escompte toujours une croissance solide du PIB pour l'année en cours et la suivante. Dans l'ensemble, la demande mondiale devrait croître modérément au cours des prochains trimestres, bien que le conflit avec l'Iran et les incertitudes liées à la politique commerciale continuent de marquer l'environnement économique (graphique 32 ; v. aussi le chap. « Économie mondiale »).

²³ <https://www.seco.admin.ch/fr/indice-activite-economique-hebdomadaire>.

²⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/production-commandes-chiffres-affaires/secteur-tertiaire.assetdetail.36834808.html>, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/tourisme/hebergement-touristique/hotellerie.html> (données non désaisonnalisées).

²⁵ <https://www.bazg.admin.ch/fr/statistique-commerce-exterieur>.

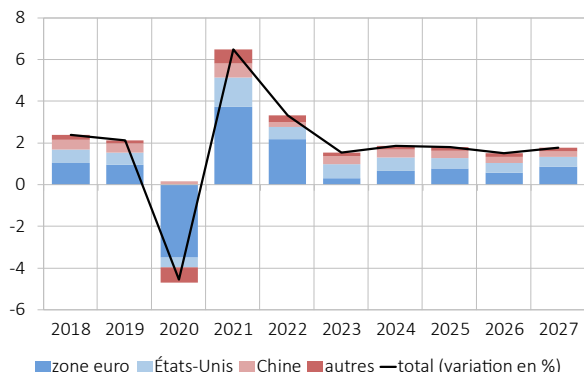
²⁶ <https://www.procure.ch/magazin/themen/marktdaten>, <https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/connaissances/themes-entreprise/pole-de-recherche-et-place-economique-suisse/pmi-pme.html>.

²⁷ <https://kof.ethz.ch/fr/news-et-manifestations/kof-news0/2026/08/enquetes-conjoncturelles-du-kof-poursuite-de-la-reprise.html>.

²⁸ <https://www.seco.admin.ch/ccs>.

graphique 32 : Demande mondiale, contributions à la croissance

PIB réel désaisonnalisé des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, variation sur un an, en points de pourcentage ; à partir de 2026 : hypothèses



sources : offices statistiques, OCDE, FMI, groupe d'experts

Les prix du pétrole ont fortement fluctué ces derniers mois, grimpant lors des phases d'intensification du conflit avec l'Iran et retombant lors des périodes d'apaisement. Récemment, les prix du gaz naturel en Europe ont également progressé, en raison notamment du faible niveau des stocks. Les marchés financiers tablent toutefois encore sur une baisse progressive des prix du pétrole et du gaz naturel au cours des trimestres à venir. Sur la base de l'évolution récente des prix et des attentes du marché, le groupe d'experts confirme globalement ses hypothèses techniques concernant les prix du pétrole pour 2026 et 2027 (tableau 5 : Environnement international et monétaire, septembre 2026).²⁹ À l'échelle internationale, l'inflation devrait rester nettement supérieure aux fourchettes cibles des banques centrales jusqu'à l'année prochaine. Cette situation devrait entraîner un resserrement de la politique monétaire.

En Suisse, l'inflation a connu une hausse nettement moins forte que dans d'autres pays et s'est maintenue à un niveau bas jusqu'en juillet. La part relativement faible, en comparaison internationale, des produits énergétiques dans le panier de consommation y a particulièrement contribué.³⁰ En août, l'inflation a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à un taux toujours modéré de 0,8 %, ce qui s'explique principalement par la hausse des prix des produits pétroliers. Ces derniers ont également répercuté le renchérissement des coûts de transport provoqué par le bas niveau du Rhin.

Au cours des prochains mois, l'inflation pourrait encore légèrement augmenter en raison de la hausse des prix de l'énergie et de la dépréciation du franc suisse. On s'attend toutefois à ce que les niveaux du Rhin remontent à

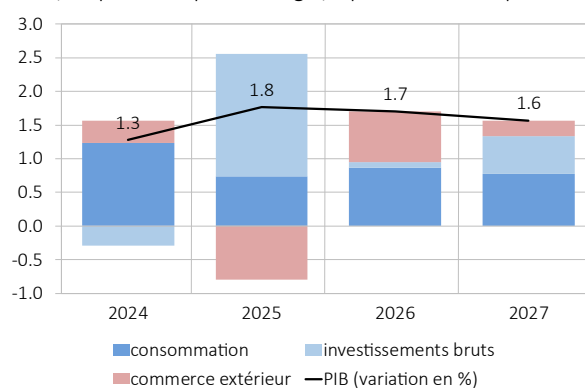
l'automne, ce qui devrait alléger les coûts de transport et, par conséquent, modérer les prix des produits pétroliers en Suisse. Tant pour 2026 que pour 2027, le groupe d'experts table toujours sur une inflation annuelle moyenne de 0,6 %.

Dans ce contexte, le groupe d'experts prévoit toujours une croissance modérée de la consommation privée pour 2026. Les investissements en biens d'équipement devraient progresser un peu plus fortement que prévu jusqu'à présent, soutenus par un taux d'utilisation des capacités de production industrielles légèrement plus élevé et par une demande mondiale plus favorable. Les permis de construire, la baisse continue du taux de vacance et le faible niveau des taux d'intérêt indiquent en outre une reprise de l'activité dans le secteur de la construction. Dans l'ensemble, la demande intérieure devrait apporter une contribution majeure à la croissance du PIB en 2026 (graphique 33).

Compte tenu de la croissance vigoureuse des exportations et du faible dynamisme des importations, le commerce extérieur devrait apporter une contribution nettement positive à la croissance, bien supérieure à celle prévue en juin (graphique 33). Cette évolution s'explique par la forte progression des exportations observée jusqu'à présent, par un environnement économique mondial légèrement plus favorable, ainsi que par la récente dépréciation du franc suisse, qui soutient les secteurs exportateurs exposés aux fluctuations des cours de change.

graphique 33 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, par rapport à l'année précédente, en points de pourcentage ; à partir de 2026 : prévisions



sources : SECO, groupe d'experts

Pour 2027, le groupe d'experts table toujours sur une croissance du PIB corrigé des événements sportifs de

²⁹ Prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles : v. <https://www.seco.admin.ch/previsions-conjoncturelles>. Prévisions finalisées le 8 septembre 2026.

³⁰ Énergie, y c. carburants : Suisse 5,1 %, zone euro 9,0 %, États-Unis 6,3 % ; produits pétroliers : Suisse 2,1 %, zone euro 4,0 %, États-Unis 3,0 %.

1,6 % (prévision inchangée). La demande mondiale devrait légèrement s'accélérer (graphique 32, tableau 5). Les autres pays européens, en particulier l'Allemagne, devraient continuer à se remettre de la phase de faiblesse des dernières années, ce qui soutiendra également l'économie suisse. Une hausse du taux d'utilisation des capacités de production entraîne une légère accélération du rythme des investissements.

L'évolution économique se répercute sur le marché du travail et laisse présager une baisse progressive du nombre de chômeurs. Le taux de chômage devrait s'établir à 3,1 % en moyenne annuelle en 2026, puis reculer légèrement pour atteindre 3,0 % en moyenne annuelle en 2027 (prévision inchangée). La nette révision à la hausse des prévisions concernant l'emploi est essentiellement liée aux données passées : elle reflète celle opérée sur la statistique de l'emploi jusqu'au 1^{er} trimestre 2026.³¹

Lors de l'établissement d'une prévision de la croissance du PIB non corrigé des événements sportifs, il convient en outre de prendre en compte les grandes manifestations des organisations sportives internationales basées en Suisse (graphique 34). Ces événements ont généralement lieu les années paires et contribuent alors à la croissance du PIB de la Suisse. Les années impaires, on observe un effet inverse.

Risques

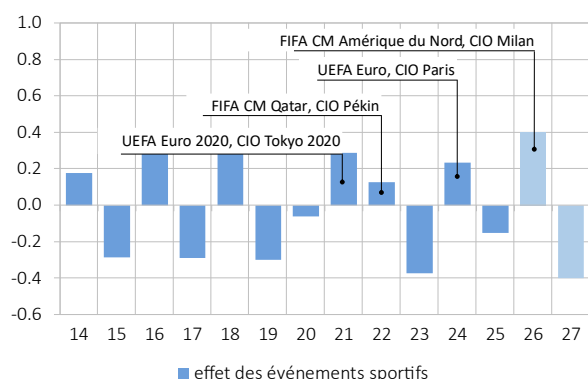
Une évolution plus favorable qu'escompté est également envisageable. Ce serait le cas, par exemple, si la croissance du PIB au second semestre s'avérait plus forte que ce qui est actuellement prévu. En outre, une reprise conjoncturelle plus marquée pourrait se concrétiser à l'échelle internationale et donc aussi en Suisse ; une évolution plus favorable du marché du travail pourrait alors renforcer encore la demande intérieure.

Toutefois, le conflit au Moyen-Orient demeure un risque majeur pour les perspectives économiques mondiales. Des prix du pétrole qui resteraient élevés pourraient peser lourdement sur la conjoncture mondiale ; en Suisse également, l'inflation serait alors plus forte. Compte tenu du faible niveau des stocks en Europe, de nouvelles hausses des prix du gaz naturel sont également possibles. À l'inverse, un apaisement rapide de la situation géopolitique pourrait soulager les marchés de l'énergie.

Au début de l'année 2026 se sont déroulés les Jeux olympiques d'hiver (CIO) de Milan-Cortina ; en juin et juillet, la Coupe du monde de football (FIFA) a eu lieu au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Les prévisions tablent sur une contribution de ces événements à la croissance de 0,4 point de pourcentage : la croissance du PIB non corrigé des événements sportifs sera d'autant plus élevée en 2026. En 2027, il faut s'attendre à un mouvement inverse, c'est-à-dire à un effet négatif des événements sportifs de -0,4 point de pourcentage.

graphique 34 : Effet des événements sportifs

différence entre la croissance du PIB non corrigée des événements sportifs et celle du PIB corrigé des événements sportifs, en points de pourcentage ; à partir de 2026 : prévisions



sources : SECO, groupe d'experts

Les présentes prévisions se fondent sur l'hypothèse technique que les droits de douane américains à l'importation resteront globalement à leur niveau actuel. L'incertitude n'en demeure pas moins : d'autres ajustements de la politique douanière américaine ainsi que des mesures commerciales supplémentaires restent possibles.³²

La conjoncture pourrait faire face à d'autres risques découlant d'éventuelles corrections sur les marchés financiers et de l'endettement mondial, d'autant plus que les coûts de financement ont augmenté à l'échelle internationale. En cas de concrétisation de certains risques, il faudrait en outre s'attendre à voir le franc suisse sous pression haussière.

³¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/statistique-emploi.assetdetail.36683719.html>.

³² Ainsi, les résultats de l'enquête lancée le 11 mars 2026 par les États-Unis à l'encontre d'une série d'États, dont la Suisse, concernant de prétendues surcapacités de production industrielle et leurs causes, ne sont pas encore connus ; cf. <https://www.seco.admin.ch/fr/relations-commerciales-usa-ch>.

tableau 4 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse, septembre 2026³³

sauf mention contraire, variation en %, contributions en points de pourcentage,
PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2024	2025	2026 *	2027 *		
Produit intérieur brut (PIB) et composantes, valeurs corrigées des événements sportifs**						
PIB	1.3	1.8	1.7	(0.9)	1.6	(1.6)
Consommation privée	2.1	1.7	1.3	(1.2)	1.4	(1.4)
Consommation de l'État	2.0	-0.6	2.0	(1.2)	0.8	(0.5)
Investissements dans la construction	-1.4	2.9	2.4	(1.4)	1.9	(1.7)
Investissements en biens d'équipement	0.6	3.7	0.5	(0.3)	2.2	(2.0)
Exportations de biens	3.2	3.0	1.5	(-0.7)	2.6	(3.5)
Exportations de services	3.6	4.1	2.7	(1.8)	3.2	(2.5)
Importations de biens	4.2	9.8	0.0	(-0.3)	2.6	(2.4)
Importations de services	2.3	0.8	1.7	(1.5)	3.3	(3.5)
Contributions à la croissance du PIB, valeurs corrigées des événements sportifs**						
Demande intérieure finale	1.2	1.6	1.1	(0.9)	1.3	(1.2)
Commerce extérieur	0.3	-0.8	0.8	(-0.2)	0.2	(0.5)
Marché du travail et prix						
Emplois en équivalents plein temps	1.8	1.1	1.7	(0.5)	1.3	(0.7)
Taux de chômage en %	2.4	2.8	3.1	(3.1)	3.0	(3.0)
Indice des prix à la consommation	1.1	0.2	0.6	(0.6)	0.6	(0.6)
PIB, non corrigé des événements sportifs	1.5	1.6	2.1	(1.2)	1.2	(1.3)

* Prévisions du 17.09.2026 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Prévisions du 18.06.2026 entre parenthèses.

** Sont concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations de services, importations de services, commerce extérieur.

sources : OFS, SECO

tableau 5 : Environnement international et monétaire, septembre 2026³⁴

sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2024	2025	2026 *	2027 *		
PIB, comparaison internationale						
États-Unis	2.8	2.1	2.2	(2.2)	2.0	(2.0)
Zone euro	1.1	1.3	0.9	(0.6)	1.4	(1.3)
Allemagne	0.0	0.3	1.1	(0.6)	1.4	(1.3)
Royaume-Uni	1.0	1.3	1.1	(1.1)	1.2	(1.2)
Japon	0.1	1.2	0.7	(0.5)	0.7	(0.7)
Pays du Bric	5.2	4.9	4.6	(4.5)	4.4	(4.4)
Chine	5.0	4.9	4.4	(4.4)	4.3	(4.3)
Demande mondiale	1.9	1.8	1.5	(1.2)	1.8	(1.6)
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	80.5	69.1	91.0	(93.5)	80.1	(80.5)
Suisse						
Saron en %	1.3	0.1	0.0	(0.0)	0.2	(0.2)
Rendement des emprunts à 10 ans en %	0.6	0.3	0.4	(0.5)	0.6	(0.6)
Indice réel du cours du franc	1.0	1.4	-0.3	(1.2)	-1.6	(-0.3)

* Hypothèses du 17.09.2026 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Hypothèses du 18.06.2026 entre parenthèses.

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

³³ Exportations et importations de biens ainsi que la contribution du commerce extérieur à la croissance : sans les objets de valeur.

³⁴ Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

Environnement international et monétaire

Économie mondiale

Au 2^e trimestre 2026, l'économie mondiale, mesurée à l'aune des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, a globalement connu une évolution légèrement plus favorable qu'au trimestre précédent. La croissance s'est notamment accélérée dans la zone euro, principal partenaire commercial de la Suisse. À l'inverse, la croissance du PIB a légèrement ralenti aux États-Unis, en Chine, au Royaume-Uni et au Japon.³⁵

La politique douanière internationale continue de générer de l'incertitude. Par ailleurs, le conflit au Moyen-Orient constitue toujours un risque majeur pour les perspectives conjoncturelles mondiales. Jusqu'à présent, aucune perturbation marquante n'a pourtant été observée sur les marchés de l'énergie. Après la forte hausse enregistrée au printemps, les prix du pétrole ont de nouveau baissé en juin. Leur évolution reste toutefois volatile : la nouvelle intensification du conflit fin août s'est accompagnée d'une remontée des prix. L'inflation a, elle aussi, temporairement reculé, mais elle reste supérieure, dans de nombreux pays, à son niveau antérieur au conflit.

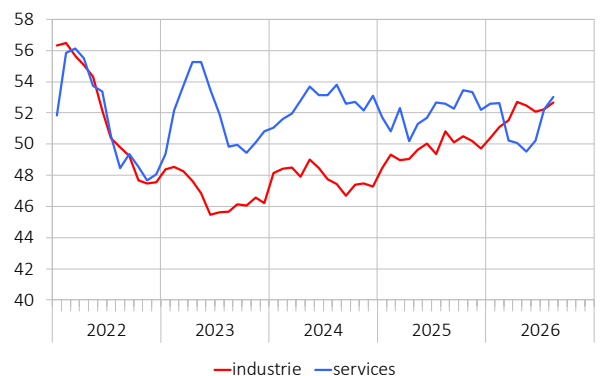
En conséquence, la confiance des ménages reste atone dans de nombreux pays, malgré quelques signes d'amélioration par rapport au début de l'année. Les indicateurs relatifs aux entreprises ont en revanche évolué de manière plus favorable. Ainsi, les indices des directeurs d'achat (PMI) se sont nettement améliorés depuis le printemps et laissent entrevoir une accélération de l'activité économique. L'industrie, en particulier, profite d'une forte demande en biens d'équipement technologiques. Au cours de l'été, la reprise s'est progressivement étendue au secteur des services (graphique 35).

Dans l'ensemble, l'économie mondiale s'est montrée jusqu'à présent plus résiliente que prévu en juin. Le cycle d'investissement axé sur la technologie, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, ainsi que la hausse des dépenses publiques, en particulier dans le secteur de la défense, compensent en partie les effets

négatifs liés aux tensions géopolitiques et aux barrières commerciales. Les marchés du travail restent solides dans de nombreux pays.

graphique 35 : Indices des directeurs d'achat (PMI)

industrie : indice global du PMI ; services : sous-indice du PMI sur la marche des affaires ; pondéré par les exportations, désaisonnalisé, seuil de croissance = 50



sources : S&P Global, SECO

Dans ce contexte, et compte tenu de l'évolution légèrement plus favorable enregistrée au premier semestre 2026, le groupe d'experts revoit à la hausse ses prévisions de croissance de la demande mondiale pour l'année en cours. Pour l'année prochaine, il table sur une reprise légèrement plus forte que prévu.³⁶

Zone euro

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au 2^e trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent (graphique 36, graphique 37). C'est le PIB de l'Irlande, dont la volatilité est notoire, qui a enregistré la plus forte croissance (+10,2 %, contre -7,8 % au trimestre précédent). En Allemagne, le PIB a progressé de 0,3 %, porté à nouveau par le commerce extérieur, tandis que les investissements ont reculé. Pour l'ensemble de la zone euro, ce sont également les exportations qui ont constitué le principal moteur de la croissance, même si cette progression

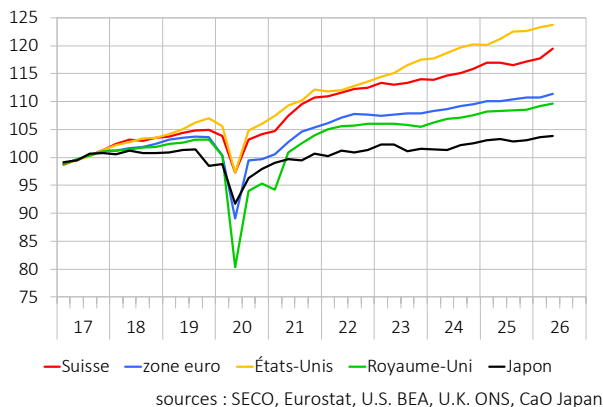
³⁵ Sauf indication contraire, les commentaires ci-après se réfèrent, pour tous les pays, aux séries réelles et désaisonnalisées en comparaison avec le trimestre précédent ainsi qu'aux valeurs désaisonnalisées du marché du travail. Clôture de rédaction du chapitre « Environnement international et monétaire » : 8 septembre 2026.

³⁶ Prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles : v. <https://www.seco.admin.ch/previsions-conjoncturelles> et le chapitre « Prévisions conjoncturelles ».

a été partiellement compensée par une contribution négative des stocks.

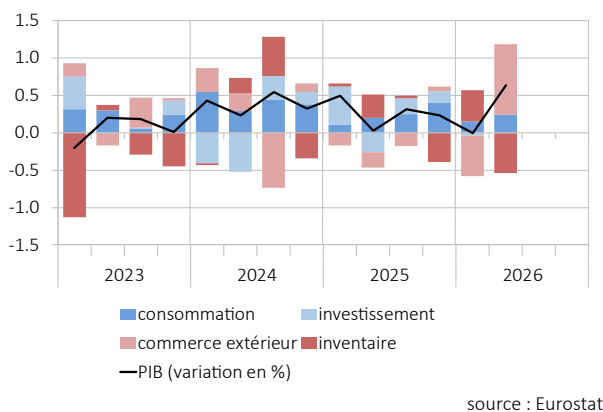
graphique 36 : PIB, comparaison internationale

valeurs réelles désaisonnalisées (Suisse : corrigé des événements sportifs), moyenne de 2017 = 100



graphique 37 : Contributions à la croissance du PIB, zone euro

valeurs réelles désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



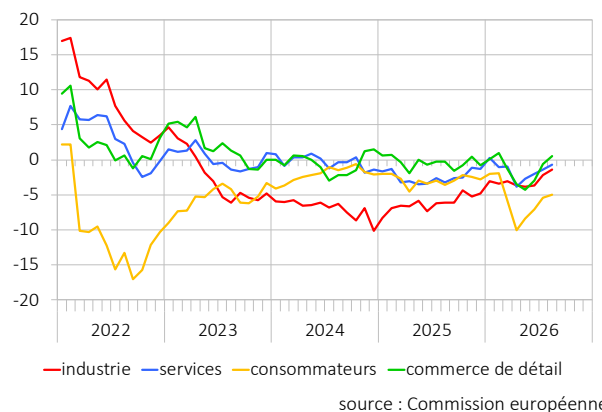
Malgré les tensions géopolitiques, les **indicateurs de confiance** disponibles se sont redressés de manière généralisée jusqu'en août. L'indicateur du climat économique de la Commission européenne s'est établi, ce mois-là, à un niveau légèrement supérieur à celui enregistré avant le déclenchement de la guerre. À l'exception du secteur de la construction, le climat a continué de s'améliorer dans tous les secteurs. Dans l'industrie notamment, la reprise amorcée l'année précédente s'est poursuivie ; le sous-indice a atteint en août son plus haut niveau depuis plus de trois ans (graphique 38). Toutefois, cette reprise se révèle inégale selon les secteurs : alors que les fabricants de biens d'équipement et de biens intermédiaires se sont montrés nettement plus optimistes, le repli s'est poursuivi chez les fabricants de biens de consommation. Le climat s'est également affermi dans le secteur des ser-

vices et dans le commerce de détail. Les indices PMI indiquent eux aussi une évolution toujours positive de l'activité économique dans l'industrie et le secteur des services. Malgré la reprise observée ces derniers mois, la confiance des ménages reste à un niveau bas en raison de la hausse des prix de l'énergie. La reprise reste donc, pour l'instant, principalement portée par les entreprises, tandis que la consommation ne devrait connaître qu'une évolution timide.

Au cours des prochains trimestres, le resserrement de la politique monétaire attendu face à l'augmentation des risques d'inflation devrait produire ses effets (v. ci-après la section consacrée à la politique monétaire). En revanche, la persistance d'un marché du travail solide ainsi qu'une politique budgétaire expansionniste, caractérisée notamment par une hausse des dépenses dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la défense, devraient constituer des facteurs de soutien. Compte tenu de l'évolution plus solide observée au premier semestre et du redressement des indicateurs avancés, le groupe d'experts prévoit, pour 2026 et 2027, une croissance dans la zone euro supérieure aux prévisions antérieures.

graphique 38 : Indicateurs de confiance, zone euro

sous-composantes de l'indicateur du climat économique (ESI), solde, valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne



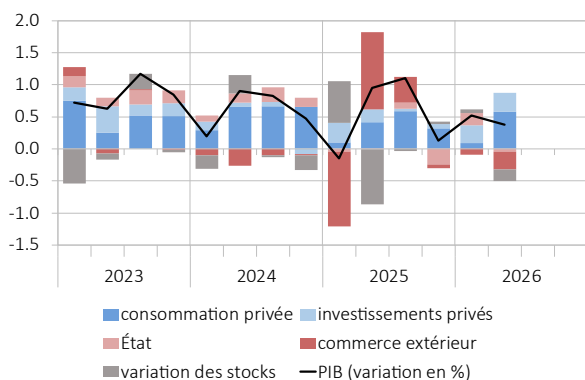
États-Unis

Le **PIB** des États-Unis a progressé de 0,4 % au 2^e trimestre, marquant un léger ralentissement par rapport au trimestre précédent (graphique 39). La demande intérieure privée s'est renforcée. La consommation privée, en particulier, a nettement accéléré après être restée modérée au trimestre précédent. Ce rebond s'explique notamment par l'augmentation des remboursements d'impôts dans le cadre du « One Big Beautiful Bill ». Par ailleurs, les investissements des entreprises ont continué de progresser, notamment dans les secteurs du traite-

ment de l'information et des centres de données. En revanche, le commerce extérieur a pesé sur la croissance du PIB en raison de la hausse des importations.

graphique 39 : Contributions à la croissance du PIB, États-Unis

valeurs réelles désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



Les **indicateurs conjoncturels** disponibles dressent un tableau favorable. En août, les indices PMI sont restés nettement supérieurs au seuil de croissance de 50 points, tant pour l'industrie que pour le secteur des services. Les investissements dans les nouvelles technologies, en particulier dans l'intelligence artificielle et les centres de données, devraient rester un moteur important de la croissance. En revanche, les autres investissements en biens d'équipement ainsi que les investissements dans la construction sont freinés par des coûts de financement et de crédit qui restent élevés. La nouvelle hausse des prix de l'énergie accentue en outre les pressions inflationnistes et pèse sur le revenu disponible réel des ménages. Cela se reflète également dans le climat de consommation : l'indicateur établi par l'Université du Michigan se situait encore à un niveau très bas en août.

Le marché du travail est en revanche resté solide. L'emploi a de nouveau fortement progressé en août, tandis que le taux de chômage s'est maintenu au niveau relativement bas de 4,1 %. Malgré la bonne tenue du marché du travail, la croissance des salaires est restée inférieure à l'inflation. En définitive, la consommation privée ne devrait générer qu'une impulsion de croissance modérée au cours des prochains trimestres. Dans l'ensemble, le groupe d'experts confirme ses prévisions pour l'année en cours et l'année prochaine.

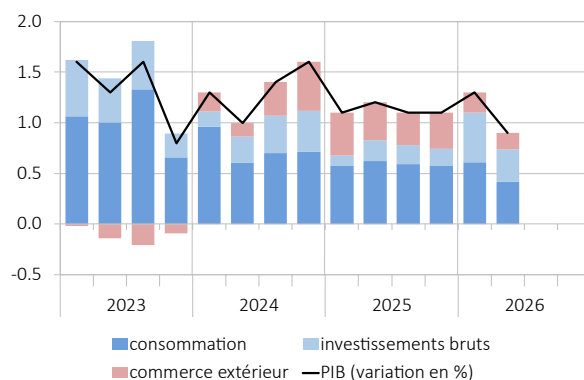
Chine

La croissance du **PIB** de la Chine s'est tassée au 2^e trimestre 2026, n'enregistrant qu'une hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent (graphique 40). Les exportations ont nettement progressé, grâce notamment à

la forte demande mondiale de produits liés à l'IA et à la numérisation. Cette forte progression des exportations a toutefois été partiellement compensée par une hausse marquée des importations, notamment d'appareils de traitement de données et de produits de haute technologie. En revanche, la conjoncture intérieure est restée faible : la consommation s'est affaiblie en raison de la réduction des mesures gouvernementales de soutien à la consommation et du climat de consommation toujours morose. L'activité d'investissement a également perdu de son élan. Alors que les investissements dans les secteurs de haute technologie sont restés soutenus, les investissements immobiliers ont continué de reculer dans le sillage de la crise immobilière persistante.

graphique 40 : Contributions à la croissance du PIB, Chine

valeurs réelles désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



Les **indicateurs** disponibles brossent un tableau morose de la situation économique actuelle. Les PMI officiels publiés par le Bureau national des statistiques de la Chine ont signalé un faible dynamisme en août. Alors que les PMI pour l'industrie et le secteur des services se situaient légèrement en dessous du seuil de croissance de 50 points, celui du secteur de la construction s'est établi nettement en dessous.³⁷ Face à la crise immobilière persistante et aux perspectives incertaines en matière de revenus et d'emploi, le climat de consommation est resté nettement inférieur à sa moyenne à long terme. La consommation privée ne devrait apporter qu'une impulsion limitée à la croissance au cours des prochains trimestres. L'activité d'investissement devrait rester hétérogène, avec une évolution plus faible dans le secteur immobilier et en dehors des secteurs de haute technologie. Dans ce contexte, le groupe d'experts maintient ses prévisions pour l'année 2026. Pour l'année 2027, un ralentissement structurel de la croissance économique en Chine reste attendu.

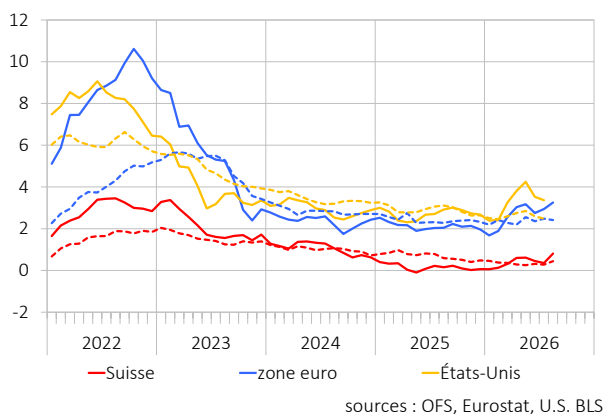
³⁷ Des enquêtes privées, telles que l'indice PMI de Caixin, dressent en revanche un tableau un peu plus optimiste.

Cadre monétaire

Prix au niveau international

Les taux d'inflation sont restés, même pendant les mois d'été, plus élevés que l'année dernière, mais ont pourtant connu, dans de nombreuses régions, un léger recul temporaire (graphique 41). En août, là où des données sont disponibles, ils ont toutefois repris leur progression pour atteindre un nouveau pic annuel. Les fluctuations des taux d'inflation reflètent principalement celles des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente – hors composantes volatiles telles que l'énergie et les produits alimentaires frais – n'a en revanche que peu évolué.

graphique 41 : Inflation et inflation sous-jacente
variation par rapport au mois de l'année précédente en %



Cette évolution s'explique principalement par le cours du pétrole brut, qui a nettement fléchi en juin à la faveur d'une certaine détente du conflit au Proche et au Moyen-Orient (graphique 42). En raison des capacités de raffinage réduites dans cette région, les prix des carburants et du mazout, particulièrement déterminants pour les consommateurs, n'ont certes pas baissé de manière aussi marquée à l'échelle mondiale. Dans l'ensemble, l'inflation a toutefois reculé, parfois de manière significative, au cours de l'été.

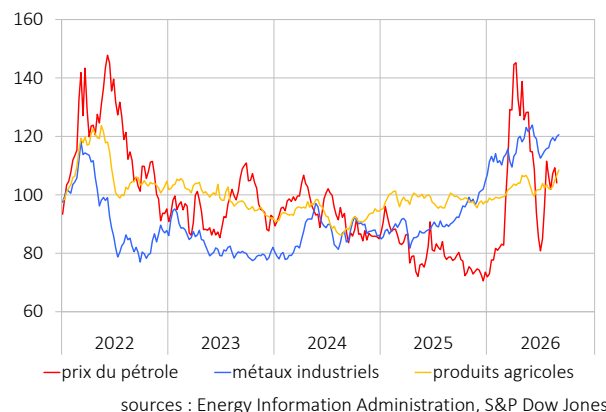
Aux **États-Unis** en particulier, l'inflation, qui s'était hissée à 4,2 % en mai sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, est redescendue à 3,4 % en juillet. L'inflation sous-jacente s'est également contractée dernièrement. Elle avait auparavant progressé pour atteindre 2,9 % en mai, en partie en raison des répercussions de la hausse des prix du pétrole (p. ex. sur les billets d'avion). En juillet, elle s'est établie à 2,5 %, retrouvant ainsi le niveau qu'elle affichait avant le déclenchement du conflit au Proche et Moyen-Orient.

Dans la **zone euro**, l'inflation n'a en revanche que légèrement progressé en mai (+0,2 point de pourcentage, à 3,2 %) avant de se replier à 2,8 % en juin. Des mesures

publiques, qui ont temporairement amorti la hausse des prix des carburants, ont également contribué à cette trajectoire plus modérée. L'Allemagne a ainsi mis en place une remise sur le prix des carburants pour les mois de mai et juin. Cette mesure a toutefois pris fin en juillet, ce qui a entraîné un rebond de l'inflation. En août, l'inflation dans la zone euro a atteint un nouveau sommet annuel à 3,3 %, sous l'effet de la remontée des prix internationaux de l'énergie (graphique 41). L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, alcool et tabac) est en revanche restée relativement stable, reflétant même légèrement en août pour s'établir à 2,4 %.

En **Suisse**, l'inflation continue d'évoluer à des niveaux bas. Après avoir atteint 0,6 % en mai, le taux a connu un recul temporaire, tombant à 0,4 % en juillet. En août, l'indice a toutefois enregistré une accélération marquée, atteignant 0,8 %, son plus haut niveau depuis août 2024. Dans notre pays également, ce sont principalement les produits pétroliers qui ont contribué à cette forte hausse. Outre la remontée des prix du pétrole brut, les coûts de transport, qui ont connu une augmentation exceptionnellement forte en raison du faible niveau du Rhin, ont notamment joué un rôle déterminant. L'inflation sous-jacente (hors produits frais et saisonniers, énergie et carburants) a elle aussi légèrement augmenté pour s'établir à 0,4 % en août.

graphique 42 : Prix des matières premières
en dollars US, moyenne de janvier 2022 = 100



Politique monétaire

Le conflit au Proche et au Moyen-Orient a entraîné une augmentation des risques d'inflation à l'échelle mondiale. Outre le pétrole, d'autres matières premières – notamment les métaux industriels et les produits agricoles – ainsi que les engrais ont nettement renchéri dans le sillage de la crise. La sécheresse en Europe devrait également faire grimper les prix des denrées alimentaires.

Face aux risques accrus d'effets de second tour, les anticipations de hausse des taux d'intérêt se sont renforcées à l'échelle mondiale, poussant certaines banques centrales à réagir.

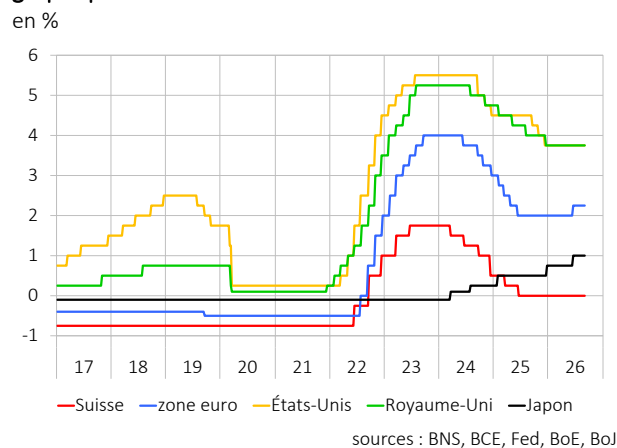
Ainsi, la **Banque centrale européenne** (BCE) a déjà relevé, en juin, le taux de dépôt de 25 points de base, le portant à 2,25 %. Après la hausse de septembre, déjà anticipée par les marchés, ces derniers tablent actuellement sur un taux à 3,0 % d'ici à l'été 2027.

La **Banque du Japon** (BoJ) a également relevé son taux directeur de 25 points de base en juin, le portant à 1,0 %, poursuivant ainsi le resserrement de sa politique monétaire. En outre, agissant sur mandat du Ministère des finances, elle est intervenue à la fin du mois de juillet sur le marché des devises, conjointement avec le Trésor américain (par l'intermédiaire de la Fed à New York), pour la première fois depuis 2011, afin de contrer la dépréciation du yen.³⁸

La **Réserve fédérale américaine** (Fed) a maintenu son taux directeur inchangé en juin et en août, sa marge de fluctuation restant ainsi comprise entre 3,5 % et 3,75 %. Face à la hausse de l'inflation, les marchés s'attendent à un relèvement des taux comme prochaine mesure, anticipant une première hausse d'ici à la fin de l'année au plus tard.

La **Banque nationale suisse** (BNS) a maintenu son taux directeur inchangé à 0,0 % en juin (graphique 43). Les marchés financiers ne s'attendent pas non plus à un ajustement en septembre. Bien que l'inflation ait nettement augmenté en août, elle se maintient à 0,8 % et reste donc confortablement ancrée dans la marge de fluctuation de la BNS, comprise entre 0 % et 2 %. Les marchés anticipent toutefois actuellement une hausse du taux pour l'année prochaine.

graphique 43 : Taux d'intérêt de référence



Marchés des actions

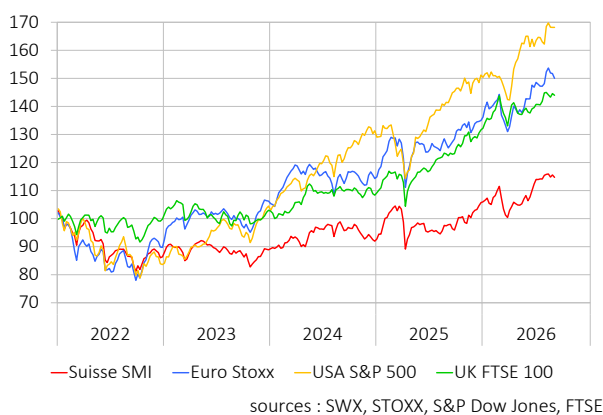
La reprise amorcée en avril sur les marchés des actions s'est poursuivie au cours de l'été, en dépit de quelques fluctuations (graphique 44). Ce redressement a notamment été soutenu par les espoirs d'une détente dans le conflit avec l'Iran et par une amélioration des perspectives économiques. Les résultats publiés par les entreprises se sont par ailleurs révélés solides dans l'ensemble. Après quelques replis intermittents en juin et juillet, le S&P 500 a atteint un nouveau sommet à la mi-août. Début septembre, il s'établissait à environ 12 % au-dessus du niveau de fin février, c'est-à-dire avant le conflit au Proche et au Moyen-Orient, et à peine en dessous de son plus haut niveau d'août. L'Euro Stoxx et le SMI ont également dépassé leurs niveaux de fin février, affichant des hausses respectives d'environ 4 % et 3 %. Le marché des actions aux États-Unis est ainsi resté le plus performant, ce qui reflète notamment le poids important des grandes entreprises technologiques.

Parallèlement, les indices de volatilité ont poursuivi leur tendance à la baisse. Début septembre, ils s'établissaient à un niveau inférieur à celui de fin février pour le SMI, l'Euro Stoxx et le S&P 500, se situant dans la partie basse de la fourchette observée depuis 2022 (graphique 45). Des risques subsistent toutefois, notamment en raison d'une escalade au Proche et Moyen-Orient ou d'attentes déçues concernant le secteur de l'IA. En conséquence, le risque de corrections des cours reste élevé. Ainsi, le ratio cours/bénéfice corrigé des variations cycliques (CAPE) du S&P 500, fondé sur les bénéfices corrigés de l'inflation au cours des dix dernières années, se situait à un niveau historiquement élevé à l'été 2026. En revanche, le ratio cours/bénéfice basé sur les bénéfices prévisionnels à douze mois ne dépassait que légèrement sa médiane à long terme.

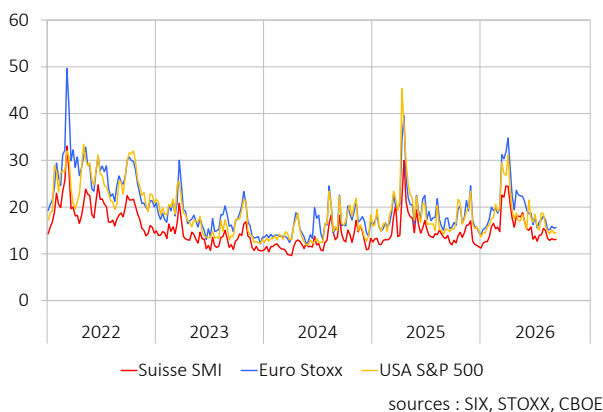
³⁸ https://www.mof.go.jp/english/public_relations/statement/others/20260803073000.html.

graphique 44 : Marchés des actions

moyenne de janvier 2022 = 100

**graphique 45 : Volatilité des marchés financiers**

indices de volatilité

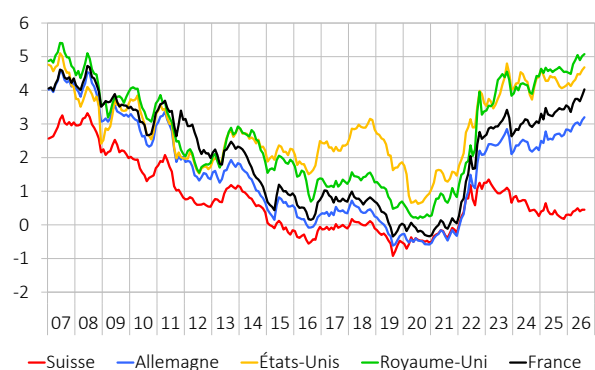


Marchés des capitaux

Les taux de rendement implicites des obligations d'État à dix ans ont continué de progresser à l'échelle internationale au cours des derniers mois, partant de niveaux déjà élevés (graphique 46). Outre les risques d'inflation et les anticipations d'une politique monétaire plus restrictive, les besoins croissants en capitaux des États et du secteur privé, liés à la hausse des dépenses d'armement et aux investissements dans l'IA, constituent sans doute un facteur déterminant. De plus, les inquiétudes concernant la viabilité d'une dette publique globalement alourdie se sont accentuées, ce qui a probablement contribué à l'augmentation des primes de risque.

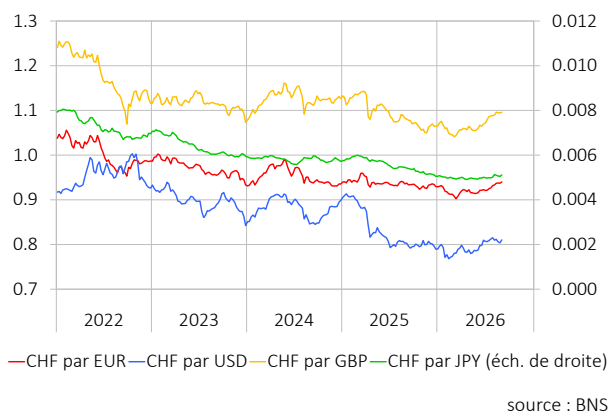
La hausse des rendements a été particulièrement marquée ces derniers temps dans les pays de la zone euro, notamment en France, où les taux d'intérêt ont dépassé la barre des 4,0 % pour la première fois depuis 2008. Cependant, aux États-Unis également, les taux d'intérêt ont continué de grimper, notamment en raison de l'ampleur de la dette publique. Celle-ci a une nouvelle fois retenu fortement l'attention générale en août, lorsqu'elle a franchi la barre des 40 000 milliards de dollars US. À l'échelle internationale, les rendements ont ainsi retrouvé, dans de nombreux pays, des niveaux qui

n'avaient plus été atteints depuis le début de la crise financière de 2007/2008. La situation est toutefois différente en Suisse. Les rendements des obligations à dix ans de la Confédération n'ont que peu évolué. Le niveau des taux reste donc historiquement bas dans notre pays. En conséquence, le différentiel de taux d'intérêt par rapport à tous les autres pays s'est encore creusé.

graphique 46 : Rendement des emprunts d'État à 10 ans en %

Cours de change

Avec le resserrement attendu de la politique monétaire de la BCE, le différentiel de taux d'intérêt par rapport à la Suisse s'est accentué, et la politique monétaire suisse est devenue relativement plus expansionniste. En conséquence, la dépréciation du franc par rapport à l'euro s'est poursuivie tout au long de l'été. Le franc s'est également déprécié par rapport au dollar US et à la livre sterling, dans un contexte où les marchés anticipaient des hausses de taux de la part de la Fed et de la BoE (graphique 47).

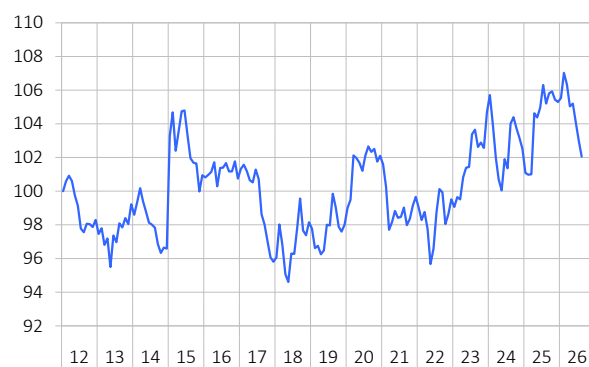
graphique 47 : Cours de change nominal du franc suisse
francs suisses par unité de devise étrangère

En termes réels, c'est-à-dire après correction des différences d'évolution des prix, la dépréciation du franc a également été importante. Après correction de l'effet prix et pondération par les échanges commerciaux (c'est-à-dire en termes réels effectifs), le franc suisse a perdu

4,6 % de sa valeur depuis février, mois où il avait atteint son niveau le plus élevé depuis 2011. En août, son cours était à nouveau similaire à celui du début de l'année 2025, c'est-à-dire avant l'introduction des droits de douane américains élevés en avril 2025 (« Liberation Day » ; graphique 48).

graphique 48 : Indice du cours de change réel effectif du franc suisse

janvier 2012 = 100



source : BNS

Thème spécial

Mesures du bien-être : origines, enjeux conceptuels et méthodologiques, et systèmes d'indicateurs

Le PIB : indicateur central de l'état de l'économie

Le produit intérieur brut (PIB) est généralement utilisé comme indicateur de référence pour apprécier l'état de l'économie d'un pays dans le temps ou par comparaison internationale. En tant qu'agrégat central des comptes nationaux, il constitue un outil analytique essentiel pour comprendre la structure et la dynamique macroéconomiques d'un pays. Les comptes nationaux permettent notamment d'analyser les fluctuations conjoncturelles et leurs effets sur l'emploi, de suivre l'évolution des revenus, des profits et du pouvoir d'achat, et d'éclairer la conduite des politiques économiques, en particulier budgétaires et monétaires, à partir d'analyses et de prévisions macroéconomiques. Leur cadre harmonisé au niveau international garantit par ailleurs la comparabilité des données économiques et facilite les comparaisons entre pays.

Le PIB demeure ainsi « le meilleur indicateur de création de valeur macroéconomique en permettant les comparaisons internationales » (Indergand et Kemeny, 2021). La performance économique et, dans une large mesure, la position relative d'un pays continuent d'être évaluées à l'aide de son PIB et de l'évolution de celui-ci par rapport à d'autres économies. Le PIB par habitant est dès lors fréquemment mobilisé comme un proxy du niveau de vie moyen de la population et parfois du bien-être. En effet, la littérature empirique met en évidence un lien positif entre la prospérité matérielle et plusieurs mesures du bien-être subjectif (voir, par exemple, Stevenson et Wolfers, 2013). Toutefois, cet usage du PIB par habitant appelle des nuances importantes, dans la mesure où le PIB ne rend pas compte de plusieurs dimensions essentielles du bien-être, telles que la répartition des revenus, la durabilité ou encore d'autres aspects qualitatifs des conditions de vie (Van den Bergh, 2009).

Il convient cependant de souligner que le PIB n'a pas été conçu comme un indicateur synthétique du bien-être, mais comme une mesure de l'activité économique. Si les premières estimations des revenus et des dépenses nationales remontent au XVII^e siècle (Petty, 1676 [1690] ; King, 1696 [1802]), c'est surtout à la suite de la Grande Dépression des années 1930 que la nécessité d'instruments statistiques robustes s'est imposée, afin de mieux appréhender l'ampleur des crises économiques (Kuznets, 1934 ; 1937 ; 1938 ; 1941). Après la Seconde Guerre mondiale, des systèmes de comptabilité nationale ont été développés (Stone, 1947) puis progressivement harmonisés au niveau international (ONU, 1953), permettant une production systématique d'indicateurs économiques en vue de détecter plus précocement les phases de récession ou d'expansion.

Durant les Trente Glorieuses, la croissance soutenue du PIB dans la plupart des pays industrialisés, portée par le progrès technique, l'industrialisation et l'élévation du niveau de vie, a largement contribué à l'amélioration des conditions matérielles et sociales. Parallèlement, l'extension des activités productives, l'augmentation de la consommation d'énergie et la transformation des structures économiques ont progressivement conduit à une réflexion plus large sur les différentes dimensions du développement.

Initiatives internationales et nouveaux indicateurs

À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, les débats sur le rôle du PIB comme indicateur du progrès économique et social se sont intensifiés. La proposition de B. de Jouvenel (1968), adressée à la Commission des comptes de la nation, s'inscrivait dans cette réflexion en suggérant d'élargir le cadre de la comptabilité nationale afin de mieux prendre en compte certains éléments non

directement mesurés par les agrégats économiques traditionnels, tels que les services gratuits, les effets externes et l'utilisation des ressources naturelles.

Ces réflexions se sont développées dans un contexte international marqué par un intérêt croissant pour les interactions entre développement économique, conditions sociales et environnement. Plusieurs travaux et initiatives (notamment Meadows et al., 1972 ; Brundtland, 1987 ; Nations Unies, 1992) ont contribué à structurer les discussions autour du concept de développement durable. Celui-ci vise à articuler les dimensions économiques, environnementales et sociales du progrès. En 1995, la Commission du développement durable des Nations Unies proposa un premier ensemble d'indicateurs de développement durable (ONU, 1995).

Au cours des années 2000, cette dynamique s'est poursuivie avec plusieurs initiatives internationales, telles que le Forum mondial sur la mesure du bien-être et du progrès des sociétés organisé par l'OCDE (OCDE, 2004) et la publication par Eurostat d'un cadre d'indicateurs de développement durable pour l'Union européenne (Eurostat, 2005). Un tournant important est intervenu en 2007 avec la conférence *Beyond GDP: Measuring Progress, True Wealth, and the Well-being of Nations*, qui visait à encourager l'utilisation d'indicateurs complémentaires au PIB.

Dans ce prolongement, la création en 2008 de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, dite Commission Stiglitz–Sen–Fitoussi, a constitué une étape importante. Chargée d'examiner le champ d'application du PIB et d'étudier des instruments de mesure complémentaires, la Commission recommandait notamment de compléter la mesure de la production économique par des indicateurs permettant de mieux appréhender le bien-être de la population (Stiglitz et al., 2009 : 13). En parallèle, l'OCDE a développé le *Global Project on Measuring the Progress of Societies*, puis des lignes directrices sur la mesure du bien-être subjectif (OCDE, 2009 ; OCDE, 2013). Plus récemment, des initiatives telles que l'*Inclusive Growth Framework* (OCDE, 2018) et la conférence *Beyond Growth* (Parlement européen, 2023) ont prolongé ces travaux en mettant l'accent sur la durabilité, l'inclusion et la qualité de vie.

Mesures du bien-être : enjeux conceptuels, opérationnels et méthodologiques

Le bien-être est un concept multidimensionnel et multi-échelle, pouvant être appréhendé de l'individu au niveau global. Une première question porte sur la perspective d'analyse à adopter. Une approche ascendante (*bottom-up*) part des besoins humains fondamentaux afin de déterminer les priorités en matière d'allocation

des ressources (Costanza et al., 2007 ; Schuessler et Fisher, 1985). Cette démarche inductive soulève toutefois la question du rôle à accorder au bien-être subjectif, à la satisfaction de vie et à l'épanouissement personnel dans la mesure du bien-être (OCDE, 2011). À l'inverse, une approche descendante (*top-down*) appréhende le bien-être à partir d'objectifs définis au niveau national ou supranational, souvent en lien avec les politiques publiques. Une telle approche peut être illustrée par le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE, qui articule le bien-être actuel, sa distribution au sein de la population et les ressources nécessaires au bien-être futur, tout en tenant compte des interdépendances entre les dimensions économiques, sociales et environnementales. Enfin, dans une perspective de durabilité, la dimension temporelle du bien-être est centrale : le principal défi consiste à concilier la satisfaction des besoins présents avec la préservation des ressources pour les générations futures.

Enjeux méthodologiques de recherche

La mesure du bien-être soulève d'importantes difficultés méthodologiques liées à la construction, à la pondération et à la comparabilité des indicateurs dans le temps et entre contextes socio-économiques. Malgré une volonté affichée de neutralité, le choix des indicateurs et des objectifs sous-jacents repose inévitablement sur des jugements de valeur impliquant une subjectivité méthodologique difficile à éliminer.

Les indicateurs subjectifs, fondés sur des enquêtes par auto-déclaration, sont exposés à de nombreux biais : les individus évaluent souvent leur bien-être de manière relative, en fonction de groupes de référence, et leurs réponses sont influencées par des normes sociales ou culturelles ainsi que par des caractéristiques individuelles (Schwarz et Strack, 1999). Par ailleurs, l'importance accordée aux différentes dimensions du bien-être varie selon les individus, les sociétés et les périodes, ce qui rend indispensable une transparence méthodologique dans la pondération des indicateurs composites.

La comparabilité temporelle et internationale constitue un autre défi majeur. Dans de nombreux pays, les données sont incomplètes, irrégulièrement collectées ou trop agrégées, ce qui limite la validité des comparaisons. La disponibilité des données influence en outre le choix des indicateurs, tandis que la participation inégale aux programmes internationaux complique les analyses longitudinales et géographiques.

Enfin, l'agrégation d'indicateurs objectifs et subjectifs, reposant sur des unités de mesure hétérogènes, demeure problématique et limite la portée d'un indice composite unique. Si les indicateurs multidimensionnels

permettent de suivre l'évolution du bien-être, ils ne suffisent pas à établir des relations de causalité, ce qui requiert des instruments analytiques complémentaires pour évaluer l'impact des politiques publiques.

Indices et indicateurs du progrès et du bien-être à l'échelle internationale et nationale

Le **Human Development Index (IDH)**³⁹ est un indice composite créé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et publié pour la première fois en 1990. Conçu par M. ul Haq sur la base des travaux d'A. Sen relatifs aux « capacités », il mesure le développement humain selon trois dimensions : la santé (espérance de vie à la naissance), l'éducation (années moyennes et attendues de scolarisation) et le niveau de vie (revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat). Le PNUD a par ailleurs développé plusieurs indicateurs complémentaires, tels que l'IDH ajusté aux inégalités (IHDl), l'indice de développement de genre (GDI), l'indice d'inégalité de genre (GII), l'indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) et l'IDH ajusté aux pressions planétaires (PHDI), ce dernier tenant compte notamment des émissions de CO₂ et de l'empreinte matérielle par habitant. En 2023, la Suisse présentait un IDH élevé de 0,97, la plaçant ex æquo avec la Norvège au 2^e rang mondial sur 193 pays, derrière l'Islande.

tableau 6 : Classement de la Suisse

Indicateur	Score	Rang	Année
Human Development Index	0,97/1	2 ^e /193	2023
Social Progress Index	90,4/100	5 ^e /170	2025
Happy Planet Index	42,9/100	48 ^e /147	2021
World Happiness Report	7,0/10	10 ^e /147	2025

sources : voir texte

Le **Social Progress Index (SPI)**,⁴⁰ développé par le Social Progress Imperative et lancé à l'échelle mondiale en 2013, évalue le progrès social et environnemental indépendamment de la performance économique. Il couvre le progrès social et environnemental dans 170 pays (Social Progress Imperative, 2025). Il définit le progrès social comme la capacité d'une société à satisfaire les besoins fondamentaux, à améliorer durablement la qualité de vie et à permettre la réalisation du potentiel individuel. L'indice s'appuie sur 12 composantes regroupant 57 indicateurs, couvrant notamment la santé, l'éducation, la sécurité, l'environnement, les droits, l'inclusion sociale et l'enseignement supérieur. Il n'intègre toutefois pas les

dimensions économiques. En 2025, la Suisse se classe 5^e au niveau mondial avec un score de 90,41/100, traduisant des performances élevées dans la satisfaction des besoins fondamentaux et les fondements du bien-être.

Le **Happy Planet Index (HPI)**,⁴¹ développé en 2006 par la New Economics Foundation et actualisé depuis 2023 par le Hot or Cool Institute, mesure le progrès vers un bien-être durable « pour tous ». Il évalue l'efficacité socio-écologique à partir de trois composantes : le bien-être subjectif (échelle de vie de 0 à 10), l'espérance de vie et l'empreinte carbone liée à la consommation nationale. Depuis l'édition 2024, les résultats sont également ventilés par groupes ou déciles de revenu afin de mieux rendre compte des inégalités. En 2021, la Suisse obtient un score de 42,9 (48^e sur 147 pays), avec un bien-être élevé (7,3/10) et une forte espérance de vie (84 ans), mais une empreinte carbone élevée. Le Vanuatu occupe la première place.

Le **World Happiness Report (WHR)**⁴² analyse le bonheur perçu dans 147 pays. Le classement repose sur la satisfaction de vie auto-évaluée selon l'échelle de Cantril (0–10). Les différences entre pays sont expliquées à l'aide de six facteurs : PIB réel par habitant, espérance de vie en bonne santé, soutien social, liberté de choix de vie, générosité et perception de la corruption. En 2025, la Suisse se classe 10^e (score : 7,02), avec de bons résultats en PIB per capita, espérance de vie et en faible corruption, mais des scores légèrement plus faibles pour le soutien social et la liberté perçue.

Le **Better Life Index (BLI)**⁴³ de l'OCDE (OCDE, 2020 ; 2023), lancé en 2011, est un outil multidimensionnel de comparaison du bien-être actuel entre les pays de l'OCDE. Il repose sur 11 dimensions, mesurées à l'aide d'un ensemble d'indicateurs de référence, couvrant notamment le revenu, l'emploi, le logement, la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les relations sociales, l'engagement civique et le bien-être subjectif. La pondération des 11 dimensions relève du choix des utilisateurs. Plus largement, le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE appréhende le bien-être actuel, sa distribution au sein de la population et les ressources nécessaires à sa durabilité, notamment les capitaux naturel, humain, économique et social, tout en tenant compte des risques et des capacités de résilience. Fondé sur plus de 80 indicateurs, il est régulièrement enrichi, avec l'intégration de nouveaux thèmes tels que la solitude, l'exposition aux températures extrêmes et le bien-être numérique

³⁹ <https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI>.

⁴⁰ <https://www.socialprogress.org/social-progress-index>

⁴¹ <https://happyplanetindex.org/>.

⁴² <https://www.worldhappiness.report/>.

⁴³ <https://www.oecd.org/en/data/tools/well-being-data-monitor/better-life-index.html>.

(OCDE, 2023). Dans ce cadre, la Suisse affiche des performances supérieures à la moyenne de l'OCDE dans de nombreuses dimensions du bien-être.

Le **Genuine Progress Indicator** (GPI 2.0), dont les bases méthodologiques ont été précisées par Bagstad, Berik et Brown Gaddis (2014) puis opérationnalisées par Talberth et Weisdorf (2017), vise à fournir une mesure monétaire du bien-être économique courant, en intégrant les bénéfices ainsi que les coûts sociaux et environnementaux de l'activité économique. Il se concentre sur le bien-être économique courant plutôt que sur la durabilité au sens strict. Son opérationnalisation reste encore en partie évolutive selon les contextes empiriques et les choix méthodologiques retenus.

Systèmes d'indicateurs spécifiques pour la Suisse

Le système d'indicateurs **MONET 2030** (Monitoring du développement durable)⁴⁴ constitue le dispositif suisse de suivi du développement durable. Mis en place en 2003 et actualisé chaque année par l'OFS, il comprend actuellement 109 indicateurs. Une sélection d'indicateurs du système sert au monitoring de la *Stratégie pour le développement durable 2030* (Conseil fédéral suisse, 2021). Les indicateurs de MONET 2030 sont répartis selon les dimensions des 17 objectifs de développement durable de l'*Agenda 2030* des Nations Unies, couvrant notamment la pauvreté, la faim, la santé et le bien-être, l'éducation, l'égalité entre les sexes, l'eau, l'énergie, le travail, l'innovation, les inégalités, les villes durables, la consommation responsable, la lutte contre le changement climatique, la vie aquatique et terrestre, la paix et la justice, et les partenariats.

Le **Cercle Indicateurs** (CI)⁴⁵ est une plateforme destinée au développement et à la mise en œuvre d'un système d'indicateurs de développement durable pour les cantons et les villes, élaborée au début des années 2000. Il permet de suivre l'évolution du développement durable à travers dix grands thèmes couvrant les dimensions économique, environnementale et sociale, à savoir : bases naturelles de la vie ; énergie et climat ; développement territorial et mobilité ; production et consommation ; formation, recherche et innovation ; systèmes économique et financier ; santé ; cohésion sociale ; conditions de vie ; gouvernance. En 2025, le CI compte la participation de 19 cantons et 31 villes, généralement d'au moins 5 000 habitants. Il permet d'effectuer un suivi dans le temps (Monitoring) et des comparaisons entre cantons ou entre villes (Benchmarking). Depuis 2025, les indicateurs des

cantons et des villes sont actualisés et publiés en automne tous les deux ans.

City Statistics⁴⁶ (auparavant *Audit urbain*) est un projet d'Eurostat qui compare différents aspects de la qualité de vie dans plus de 900 villes européennes partenaires. La Suisse y participe avec ses dix plus grandes villes. Les conditions de vie urbaines sont comparées à partir d'indicateurs couvrant les domaines suivants : revenu et travail, logement, santé, formation, qualité de l'environnement, sécurité personnelle, engagement civique, équilibre vie professionnelle et vie privée, infrastructure et services, mobilité, culture et loisirs, contexte économique et contexte démographique. Les données statistiques sont principalement objectives, tandis que les enquêtes de perception d'Eurostat constituent un module complémentaire distinct.

Conclusion

Il existe un lien entre la prospérité économique et le bien-être. La prospérité économique constitue un facteur important du bien-être social, dans la mesure où elle peut faciliter les investissements dans la santé, l'éducation, la sécurité ou les infrastructures, contribuant ainsi à améliorer la qualité de ces services et les conditions de vie. Par conséquent, la Suisse affiche de bons résultats en comparaison internationale non seulement en matière de PIB par habitant, mais aussi selon d'autres indicateurs de bien-être.

Le PIB par habitant ne permet pas, à lui seul, de couvrir l'ensemble des dimensions du bien-être. Il existe toutefois des indicateurs et des systèmes d'indicateurs qui permettent d'appréhender différentes dimensions de la durabilité et du bien-être. Ces approches complémentaires ne se substituent pas au PIB, mais apportent des informations supplémentaires sur des dimensions économiques, sociales, environnementales et, dans certains cas, subjectives du bien-être que le PIB n'a pas vocation à mesurer.

Du point de vue des individus, le bien-être subjectif renvoie notamment à la satisfaction dans la vie, au bonheur ressenti et à l'évaluation personnelle des conditions de vie. Il englobe ainsi à la fois des dimensions matérielles et immatérielles. Toutefois, son caractère subjectif soulève d'importants défis méthodologiques, notamment en matière de comparabilité, de pondération et d'interprétation des résultats.

Rédaction : Monika Varga (SECO, Secteur Conjoncture)

⁴⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/developpement-durable/monet-2030.html>.

⁴⁵ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/developpement-durable/cercle-indicateurs.html>.

⁴⁶ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/themes-transversaux/city-statistics.html>.

Références bibliographiques

- Bagstad K. J., Berik G., Gaddis E. J. B. (2014) : Methodological developments in US state-level genuine progress indicators: towards GPI 2.0. *Ecological Indicators*, 45, pp. 474–485. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2014.05.005>.
- Carson R. (1962) : *Silent Spring*. Boston, Houghton Mifflin.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) : *Notre avenir à tous (Rapport Brundtland)*. ONU. <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>.
- Conseil fédéral suisse (2021) : *Stratégie pour le développement durable 2030*. Berne, Publications fédérales, 23 juin 2021. <https://www.are.admin.ch/fr/sdd>.
- Conseil fédéral suisse (2024) : *Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable 2030*. Berne, Suisse.
- Costanza R. et al. (2007) : Quality of life: An approach integrating opportunities, human needs, and subjective well-being. *Ecological Economics*, 61(2–3), pp. 267–276.
- De Jouvenel B. (1968) : Prise en compte dans la comptabilité nationale des services rendus à titre gratuit, des nuisances et des prélèvements sur la nature. *Economie et statistique* (23-8), 69-84.
- Eurostat (2005) : *Indicators for Monitoring the EU Sustainable Development Strategy*. Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities.
- Galbraith J. K. (1958) : *The Affluent Society*. Boston, Houghton Mifflin.
- Hardin G. (1968) : The tragedy of the commons. *Science*, 162(3859), pp. 1243–1248. <https://doi.org/10.1126/science.162.3859.1243>.
- Indergand R., Kemeny F. (2021) : Que peut et que doit mesurer le PIB ? *La Vie économique*, 28 septembre 2021.
- King G. (1696 [1802]). Natural and Political Observations and Conclusions upon the State and Condition of England. In Chalmers G. (éd.), *Comparative Political Arithmetic*, pp. 1–100, London, W. Bulmer and Co., for T. Becket.
- Kuznets S. (1934) : *National Income, 1929-1932*. Senate Document N° 124, 73^e Congrès, 2^e session, Washington, DC, U.S. Government Printing Office.
- Kuznets S. (1937) : *National Income and Capital Formation, 1919-1935*, New York, National Bureau of Economic Research.
- Kuznets S. (1938) : *Commodity Flow and Capital Formation*. New York, National Bureau of Economic Research.
- Kuznets S. (1941) : *National Income and Its Composition, 1919-1938*. 2 vols., New York, National Bureau of Economic Research.
- Kuznets S. (1955) : Economic growth and income inequality. *The American Economic Review*, 45(1), pp. 1–28.
- Meadows D. H., Meadows D. L., Randers J., Behrens W. W. III (1972) : The Limits to Growth. A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind. New York, Universe Books.
- Nations Unies (1992) : *Agenda 21*. Adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), Rio de Janeiro, 3–14 juin 1992. New York, United Nations.
- OCDE (2004) : *World Forum on Key Indicators: Measuring and Fostering the Progress of Societies*. Palermo, OCDE.
- OCDE (2009) : *Global Project on Measuring the Progress of Societies*. Paris, OCDE.
- OCDE (2011) : *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*. Paris, OCDE.
- OCDE (2013) : *OCDE Guidelines on Measuring Subjective Well-being*. Paris, OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264191655-en>.
- OCDE (2014) : *How's Life in Your Region? Measuring Regional and Local Well-being for Policy making*. Paris, OCDE.
- OCDE (2018) : *Opportunities for All: A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*. Paris, OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264301665-en>
- OCDE (2020) : *How's Life? 2020: Measuring Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9870c393-en>.
- OCDE (2023) : *Measuring Well-being and Progress: Well-being Framework*. Paris, OCDE.

- ONU (1953) : *A System of National Accounts and Supporting Tables (SNA 1953)*. New York, United Nations.
- ONU, Commission on Sustainable Development (1995) : *Indicators of Sustainable Development: Framework and Methodologies*. Department for Policy Coordination and Sustainable Development. New York, United Nations.
- Parlement européen (2023) : *Beyond Growth 2023 Conference: Pathways towards Sustainable Prosperity in the EU*. Bruxelles, Parlement européen. <https://beyond-growth-2023.eu/>.
- Petty W. (1676 [1690]) : *Political Arithmetick*. London, Robert Clavel and Henry Mortlock. Republié dans: Hull C. H. (éd.) (1899) : *The Economic Writing of Sir William Petty: Together with the Observations upon the Bills of Mortality, more Probable and the Political anatomy of Ireland*. Vol. 1-2. Cambridge, Cambridge University Press.
- Schuessler K. F., Fisher G. A. (1985) : Quality of life research and sociology. *Annual Review of Sociology*, 11, pp. 129-149.
- Schwarz N., Strack F. (1999) : Reports of subjective well-being: judgmental processes and their methodological implications. In Kahneman D., Diener E., Schwarz N. (éd.) : *Well-Being: The Foundations of Hedonic Psychology*. New York, Russell Sage Foundation, pp. 61-84.
- Social Progress Imperative (2025) : *2025 AITi Global Social Progress Index*. <https://www.socialprogress.org/alti-global-social-progress-index>.
- Social Progress Index 2025 (2025) : *Social Progress Index Report*. <https://www.socialprogress.org/social-progress-index>.
- Stevenson, B., & Wolfers, J. (2013) : Subjective well-being and income: Is there any evidence of satiation? *American Economic Review*, 103(3), 598–604.
- Stiglitz J. E., Sen A., Fitoussi J.-P. (s.d.) : *Mesure des performances économiques et du progrès social réexaminée. Réflexions et vue d'ensemble des questions abordées*. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/8131721/8131772/Stiglitz-Sen-Fitoussi-Commission-report.pdf>.
- Stiglitz J. E., Sen A., Fitoussi J.-P. (2009) : *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. Paris. <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/094000427.pdf>.
- Stone R. (1947) : *Definition and Measurement of the National Income and Related Totals*. In Stone R. : *Measurement of National Income and the Construction of Social Accounts*. Geneva, United Nations. <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/1947nareport.pdf>.
- Talberth J., Weisdorf M. (2017) : Genuine Progress Indicator 2.0: Pilot Accounts for the US, Maryland, and City of Baltimore 2012–2014. *Ecological Economics*, Elsevier, vol. 142(C), pp. 1-11. DOI: 10.1016/j.ecolecon.2017.06.012
- Van den Bergh J. C.J.M. (2009) : The GDP paradox. *Journal of Economic Psychology*, vol. 30(2), avril 2009, pp. 117-135.

